

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA SUSPENSION DANS L'EXÉCUTION DES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1929, à 2 heures

PAR

Raymond SARRAUTE

Avocat stagiaire à la Cour

Président : M. CAPITANT

Suffragants : MM. PIÉDELIÈVRE
et DEMOGUE

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

DE LA SUSPENSION
DANS L'EXÉCUTION DES CONTRATS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551507_0033

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA SUSPENSION DANS L'EXÉCUTION DES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1929, à 2 heures

PAR

Raymond SARRAUTE

Avocat stagiaire à la Cour

Président : M. CAPITANT

Suffragants : MM. PIÉDELIÈVRE
et DEMOGUE

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

INTRODUCTION

Cette étude n'a d'autre prétention que d'essayer de mettre en lumière un aspect de la matière des obligations qui n'a jusqu'à présent que très peu retenu l'attention des auteurs. Depuis près de soixante ans, une jurisprudence, hésitante d'abord, reconnaissait progressivement la possibilité juridique d'une suspension dans l'exécution des contrats : elle admettait qu'une impossibilité matérielle momentanée d'exécuter pouvait, dans certains cas, constituer une excuse valable, empêchant la résolution du contrat pour inexécution et laissant les parties dans les liens de leurs engagements, simplement différés jusqu'au jour où leur exécution redeviendrait possible. Les périodes de crise, où les conditions anormales de la vie rendaient fréquents les cas de forme majeure donnèrent à cette théorie juridique une actualité et un intérêt qui lui permirent, en s'affirmant, de se préciser. La guerre de 1870, l'envahissement du territoire, le blocus des villes assiégées, les contrats qui, de ce fait, devinrent momentanément inexécutables furent pour les juges une première occasion d'admettre le principe d'une suspension possible dans l'exécution des contrats. Malgré quelques réactions, cette idée nouvelle ne fut pas oubliée et la grande guerre lui donna la possibilité de triompher définitivement et de se préciser avec une netteté absolue dans les divers arrêts de la Cour de Cassation qui l'ont consacrée.

Très généralement les auteurs, traitant de ce chapitre

de la matière des obligations, étudient, à propos de l'article 1184 du Code Civil, le principe et les modalités de la résolution des contrats pour inexécution des conventions ; ils examinent l'influence que peut avoir à ce point de vue la force majeure ; discutent le point de savoir si elle peut ou non empêcher le juge de résoudre une convention ; mais le cas spécial d'une suspension possible dans l'exécution des contrats pour cause de force majeure n'a presque jamais été traité. C'est uniquement sur ce point que nous chercherons de projeter quelque lumière.

La notion de suspension est d'ailleurs beaucoup trop large pour pouvoir être embrassée dans une étude de la portée de celle que nous présentons.

Les situations de fait qui avaient donné naissance à cette jurisprudence, reconnaissant à la force majeure de nouveaux effets juridiques, ont également retenu l'attention du législateur. Il a d'abord légiféré dans des hypothèses où l'inexécution forcée d'un des contractants présentait un caractère de nécessité sociale qui appelait une réglementation spéciale. C'est ainsi que la loi du 18 juillet 1901 admit la suspension du contrat de travail des réservistes pendant leurs périodes d'instruction militaire et la loi du 27 novembre 1909 la suspension du contrat de travail des femmes enceintes.

A la fin de la grande guerre, le bouleversement social, la désorganisation complète causés par la mobilisation ont rendu nécessaire une nouvelle loi de circonstance, réglant définitivement la reprise des contrats de louage de services interrompus pendant les hostilités. La loi du 22 novembre 1918 ne fit d'ailleurs que confirmer la juris-

prudence de guerre qui avait, dans sa grande majorité, assuré la survie de ces contrats en se fondant sur l'idée de suspension.

Se rattachent également à cette idée de suspension dans l'exécution des contrats les lois du 13 août 1870, du 5 août 1914 qui interdisent toute poursuite contre les mobilisés jusqu'à la fin des hostilités, ainsi que toutes les lois organisant les moratoria des baux et contrats de location pendant et après la guerre.

Toute cette œuvre législative complète, définitive ou de circonstance, ne saurait entrer dans le cadre sommaire de notre étude. Nous nous contenterons d'étudier le mouvement jurisprudentiel interprétant les textes du Code Civil, élargissant les conséquences produites par la force majeure en créant une théorie de la suspension dans l'exécution des contrats. L'étude des textes législatifs ne présenterait pas le même intérêt : lois spéciales, ayant un but précis, elles confirment le bien fondé de la position de la jurisprudence mais elles ne sauraient lui servir d'assise juridique.

FONDEMENT JURIDIQUE DE LA NOTION DE SUSPENSION

L'article 1184 du Code Civil prévoit la condition résolutoire tacite dans les contrats synallagmatiques. « La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des deux parties ne satisferait point à son engagement.

Cette résolution n'opère pas de plein droit, elle doit être demandée en justice et il peut être accordé au demandeur des dommages intérêts en réparation du préjudice subi ».

Quelle est la portée de cet article ? Il soulève de graves difficultés et des controverses de la doctrine, sinon de la jurisprudence. Et d'abord que décider au cas où l'inexécution est due à un cas de force majeure ? Le code laisse la question dans le doute ; l'article 1148 se contente de spécifier que « il n'y a lieu à aucun dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé ». La comparaison des deux articles ne permet de tirer qu'une seule conséquence certaine : Si l'inexécution a eu pour cause un cas de force majeure, même si l'on prononce la résolution, elle ne pourra pas être accompagnée d'une condamnation à des dommages-intérêts.

D'autre part la partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté perd en tout cas l'une des deux

options que prévoit l'article 1184 : Elle ne peut plus exiger l'exécution d'une convention devenue impossible. Conserve-t-elle l'autre, peut-elle demander la résolution ? Telle est la question que discutent les auteurs.

Certains, et des plus considérables (voir notamment Planiol note sous D. P. 91. 1. 329 et traité de droit civil, 2^e édit. tome II) affirment que la résolution ne doit sanctionner qu'une faute du débiteur, qu'elle ne peut être prononcée lorsque l'inexécution est justifiée par un cas fortuit ou une force majeure. Ils invoquent à l'appui de leur thèse, le droit romain, l'ancien droit (Traité des Obligations de Pothier, art. 672 et suiv.) dans lequel l'un des éléments nécessaires de la résolution était l'imputabilité de l'inexécution au débiteur. Ils font remarquer d'autre part que l'art. 1184, dans sa lettre semble leur donner raison : « La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts ». Le texte semble lier l'octroi de dommages-intérêts à la résolution, et des dommages-intérêts ne peuvent être accordés que s'il y a faute du débiteur.

Cette solution, selon eux, aurait l'avantage de justifier le rôle obligatoire du juge dans la résolution. Car si l'on admet que la résolution doit être prononcée, en quelque sorte automatiquement, que l'inexécution soit ou non justifiée, il devient en effet difficile d'expliquer pourquoi notre Code n'admet pas, comme les Codes allemand ou suisse la résolution de plein droit. L'octroi possible d'un délai de grâce en serait la seule et bien insuffisante explication.

Cependant, en l'absence de toute précision du texte de l'article 1184, la plupart des auteurs (Larombière, Demolombe, Aubry et Rau, Huc, Baudry-Lacantinerie, Labbé) et l'unanimité d'une jurisprudence bien assise refusent de faire une distinction que le Code n'a pas prévue. Quelle que soit la cause de l'inexécution, faute, cas fortuit ou force majeure, du seul fait que l'un des contractants n'accomplit pas ses obligations la convention perd sa raison d'être, sa cause n'est pas respectée, la résolution doit être prononcée.

Cependant, devant les exigences de la pratique la rigueur de cette théorie trop absolue a fléchi. Une théorie intermédiaire s'est formée. Elle admet que dans certains cas la force majeure peut justifier une inexécution momentanée, qu'elle peut entraîner la résolution lorsque celle-ci n'est pas rendue nécessaire par la violation d'une des conditions essentielles de l'accord des parties. La question s'est posée, lorsque l'empêchement d'exécuter n'était que temporaire, la force majeure cause de l'inexécution n'étant elle-même que momentanée. Dans ce cas la jurisprudence estima fréquemment qu'il était trop sévère de résoudre le contrat, spécialement lorsque le retard ne compromettait pas l'accord des parties en en violant une clause essentielle.

Un ouvrier engagé par un contrat de louage de service, de durée déterminée, tombe malade; une livraison de marchandise est retardée par une grève de chemins de fer; des faits de guerre empêchant temporairement la fabrication d'un produit, les livraisons doivent être momentanément suspendues. Dans tous ces cas, la résolution du contrat était-elle obligatoire pour le juge? La solution eut

été bien rigoureuse, surtout lorsque le délai d'exécution n'était pas une condition essentielle de la convention. Dans ces cas le besoin d'une théorie plus souple que celles traditionnellement en présence, se faisait sentir. En effet le rôle du juge n'est-il pas avant tout celui d'un médiateur, ne doit-il pas favoriser, autant qu'il est en son pouvoir toutes les formes d'activité, assurer par tous les moyens la loyale exécution des contrats et non pas l'entraver par un formalisme étroit qui méconnaîtrait leur esprit.

Mais pour arriver à ce résultat, pour éviter en cas de force majeure une résolution automatique, la jurisprudence n'avait pas à sa disposition d'autre moyen que la création d'une nouvelle théorie, qui étendrait les effets de la force majeure et lui permettrait dans certains cas de faire échec à la règle de l'article 1184.

Cependant il aurait pu sembler à première vue que cet article laissait au juge un assez large pouvoir d'appréciation pour apporter quelque adoucissement à la rigueur de son principe. Le juge est libre de ne pas prononcer la résolution, si le manquement ne lui paraît pas assez sérieux pour justifier une mesure aussi grave. Il peut lorsque l'inexécution n'a été que partielle, la réparer par une simple condamnation à des dommages-intérêts, en conservant le contrat et en maintenant le principe de l'obligation. Il peut enfin s'il le juge à propos accorder un délai au défendeur de bonne foi.

Mais dans le cas qui nous occupe, aucun de ces pouvoirs prétoriens n'aurait été efficace entre ses mains. En face d'une inexécution flagrante, prolongée, le juge ne pouvait refuser d'intervenir, débouter purement et simple-

ment le demandeur en résolution sans justifier juridiquement sa décision. Il ne pouvait pas d'autre part user de son détour habituel, déclarer l'inexécution secondaire par rapport à l'objet essentiel du contrat et accorder des dommages-intérêts en réparation du préjudice et comme sanction du manquement ; la nature de l'empêchement : la force majeure qui ne peut être imputée au défendeur, ne lui permettait pas cette solution. Enfin le délai de grâce était lui-même un instrument incommode, peu maniable. Devant un cas de force majeure qui se prolonge, dont la fin ne peut être prévue avec précision, le juge n'aurait pu sans violer la loi donner un délai de grâce d'une durée conditionnelle. Et au contraire, cas plus fréquent lorsque l'on venait lui demander la résolution d'une convention qui n'avait pas été exécutée dans le passé, le délai de grâce ne pouvait être une justification rétroactive.

En réalité ce délai de grâce, mesure de clémence, accordée sous la menace de la résolution, ne pouvait devenir la solution juridique de situations assez courantes pour qu'une théorie commune leur fut nécessaire.

Cette théorie qu'imposaient les besoins de la pratique devait nécessairement d'une part rester d'accord avec les principes qui avaient toujours inspiré la jurisprudence ; c'est-à-dire assurer le respect des conventions en décidant leur résolution dès qu'une de leurs conditions essentielles n'aurait pas été respectée. D'autre part elle devait permettre de considérer une inexécution temporaire, causée par une force majeure momentanée, comme n'entraînant qu'une suspension et non pas la résolution de la convention.

Pour arriver à ce résultat pour admettre une suspension

de l'obligation, il était nécessaire d'élargir les cadres du Code Civil, d'attribuer à la force majeure des effets nouveaux, en dehors de ceux prévus par les textes.

Le Code Civil en effet reconnaît à la force majeure plusieurs sortes d'effets. Premièrement il prévoit en son article 1148 qu'elle dispense du paiement de dommages-intérêts celui qui de son fait a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

Secondement le Code prévoit un certain nombre d'hypothèses où la force majeure empêchant l'exécution, entraîne pour le débiteur une dispense d'exécuter. Ainsi en cas de perte d'un corps certain (art. 1302) l'obligation dont il était l'objet est éteinte. La destruction de la chose louée entraîne la résiliation du bail (art. 1722). La mort de l'ouvrier, de l'architecte, de l'entrepreneur dissout le contrat de louage d'ouvrage (art. 1795). La perte de la chose dont la jouissance a été mise en société opère la dissolution de la société (art. 1867).

Enfin le Code contient certaines dispositions de faveur pour les personnes victimes de la force majeure.

Dispense dans ce cas pour l'usufruitier de rebâtir la chose détruite (art. 607). Dispense de rapporter l'immeuble détruit (art. 855). Facilités de preuve pour reconstituer l'acte détruit (art. 1348), etc...

A tous ces effets prévus par le Code, la jurisprudence a dû apporter une extension : la force majeure lorsqu'elle n'est que momentanée opère la suspension des obligations dont elle a empêché l'exécution.

Il est intéressant de noter que cette extension des

effets de la force majeure avait déjà été réalisée par la jurisprudence dans une matière analogue : l'application de l'article 1722 du Code Civil. Cet article prévoit que « si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander une diminution du prix, ou la résiliation même du bail ». Dans les termes de ce texte il n'était question que de la destruction de l'immeuble loué. Cependant la jurisprudence se trouva fréquemment en face de situations délicates qu'il lui était difficile de trancher, notamment lorsque la force majeure n'avait pas détruit matériellement l'immeuble, mais en empêchait l'habitation. Ces cas se présentèrent très nombreux pendant la guerre de 1870 ; la théorie de la suspension n'était pas encore bien assise et les juges plutôt que d'en faire usage préférèrent élargir la notion de force majeure de l'article 1722 et l'étendre à tout trouble de jouissance assez sérieux pour empêcher l'usage des lieux loués. Ils pouvaient ainsi diminuer et en fait supprimer le loyer pendant la période de non occupation. Une véritable suspension du contrat se trouvait réalisée par ce détour (1).

La jurisprudence s'inspira sans doute de cette solution

(1) Parmi les applications les plus intéressantes de cette jurisprudence, l'on peut citer :

Paris, 5 avril 1873 (*D. P.*, 74-5-316) : L'immeuble loué se trouvait entre les lignes des belligérants et inhabitable. — Trib. de paix du 7^e, 27 janv. 1871 (*D. P.*, 31-3-6) : Immeuble d'une ville assiégée, bombardée. — Nancy, 7 juin 1873 (*D. P.*, 74-2-159) : Simple fait de l'invasion ennemie. — Trib. de Douai, 20 déc. 1871 (*D. P.*, 71-3-111) et Trib. de Lyon, 31 janv. 1872 (*D. P.* 72-3-6) : Chasse louée rendue inutilisable par le décret du 13 sept. 1870 supprimant le droit de chasse dans toute la France. — Trib. de Lyon, 25 mars 1871

en admettant qu'une force majeure momentanée peut suspendre l'exécution des contrats.

Ainsi entre les deux théories dont l'une refuse la résolution lorsque l'inexécution n'est pas due à une faute et celle qui l'admet dans tous les cas, naît un système intermédiaire, plus souple, qui tiendra mieux compte des nécessités pratiques : D'une part il est nécessaire de respecter la volonté des parties contractantes, lorsqu'une clause essentielle de l'accord est violée. De ce fait le principe de la résolution, dans tous les cas, qu'il y ait faute ou non, est nécessaire. D'autre part le souci de ne pas forcer le juge à résoudre tout contrat inexécuté, même lorsqu'il ne viole pas une condition essentielle de l'accord des parties : d'où le correctif du principe de la suspension des contrats par l'effet de la force majeure.

Ainsi est justifié le contrôle du juge, dont la nécessité paraissait incompréhensible aux adversaires de la résolution. Pour assurer le respect du contrat, il doit s'assurer avant d'admettre l'excuse de force majeure et la suspension de l'obligation, que le retard apporté dans l'exécution ne porte pas atteinte aux conventions des parties, qu'aucun délai n'était prévu, que ce délai n'était pas de rigueur

(*D. P.*, 71-5-245) et Paris, 23 déc. 1871 (*D. P.*, 71-2-226) : Théâtres réquisitionnés ou fermés pour cause de guerre. — Trib. de Nantes, 21 oct. 1871 (*D. P.*, 73-3-40) et Req. 1872 (*D. P.*, 73-1-103) : Location de bateaux inutilisables par suite de l'occupation ennemie.

La loi du 21 avril 1871 a d'ailleurs confirmé cette jurisprudence. Spéciale à la Ville de Paris, elle prévoyait des jurys spéciaux chargés de vérifier la force majeure alléguée par les locataires et de réduire les loyers, proportionnellement au temps pendant lequel les locataires avaient été privés matériellement des lieux loués pendant le siège.

ou à tout le moins qu'aucun préjudice n'a pu être subi du fait du retard.

N'est-ce pas là pour le juge accomplir la tâche la plus haute qui lui est confiée, non celle de réprimer, mais de concilier, d'agir dans le dessein constant de réaliser la stabilité, la continuité des relations sociales, d'assurer l'exécution des contrats.

Tel est le fondement juridique de cette notion de suspension. Il nous permettra d'en donner la définition suivante : *Une extension des effets de la force majeure, permettant, au cas de manquement non essentiel aux délais prévus dans une convention, de faire échec à la résolution des engagements stipulés.*

Cette nouvelle tendance de la jurisprudence est déjà vieille d'un demi-siècle, ses premières applications remontent à la guerre de 1870, mais elle n'a pris une forme définitive qu'après la dernière guerre ; les nombreux cas de force majeure qu'eurent alors à examiner les tribunaux permirent la mise au point d'une nouvelle théorie.

Il faut noter cependant que cette notion de suspension n'a guère été relevée par les auteurs ; presque jamais cet aspect des difficultés pratiques que peut soulever l'application de l'article 1184 du Code Civil n'a été étudié (1). M. Capitant, dans son traité de la cause dans les obligations a été l'un des premiers à indiquer au passage l'exis-

(1) Voir cependant : Laurent, *Principes de Droit Civil*, t. 16, n° 271, page 333 :

« Si le cas fortuit tel que la guerre vient à cesser, et si les choses sont encore entières, en ce sens que l'exécution de la convention soit encore possible, l'exécution pourra être poursuivie. »

tence de cette question qui n'avait guère préoccupé auparavant que les arrêtistes. Quelques thèses postérieures ont traité incidemment de la question (1). Le seul article complet sur cette matière est dû à M. Lebreton (Revue critique de Législation et de Jurisprudence, année 1924).

Avant d'étudier après ces auteurs la nature juridique et les effets de la suspension, il nous paraît nécessaire de donner un aperçu sommaire du mouvement jurisprudentiel qui a créé cette notion nouvelle.

(1) Voir Radouant, *Du cas fortuit et de la force majeure*, Paris, 1920.

APPLICATION PAR LA JURISPRUDENCE DE L'IDEE DE SUSPENSION

Les premières applications de la notion de suspension dans l'exécution des contrats, par la jurisprudence, datent de la guerre de 1870. Avant cette période troublée, où la multiplicité des cas de force majeure obligea les juges à rechercher des solutions nouvelles, le besoin ne s'était pas fait sentir de sortir des cadres du Cadre Civil.

L'étude de quelques vieux arrêts indiquera de quelle façon les tribunaux résolvaient les difficultés courantes qui leur étaient soumises.

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 octobre 1807 (D. R. V^o Vente n^o 682) est assez intéressant à cet égard. Quoique rédigé en termes peu explicites, il semble admettre qu'une inexécution causée par un cas de force majeure empêche le jeu de la résolution. Il s'agissait d'une livraison de marchandises qui n'avait pu être faite dans le délai fixé par suite d'une crue de la Seine. Statuant sur le pourvoi contre un arrêt rejetant une demande en résolution, la Chambre des Requêtes déclare : « Que la Cour a pu juger qu'il y avait eu empêchement de force majeure et qu'il n'y avait pas lieu à résolution ». C'est un des rares arrêts où la Jurisprudence a admis que l'application de l'article 1184 supposait une faute du débiteur.

Une autre solution employée était celle de l'octroi du

délai de grâce. Ainsi, dans un arrêt de Bordeaux du 8 août 1829 (Santa Maria c/ Clavand, D. R. V^o Vente, n^o 668) une livraison de papier n'ayant pu être faite dans le délai convenu, la Cour estimant que le retard ne pouvait faire éprouver à l'acheteur aucun dommage écarta la demande en résolution en accordant une prolongation de délai au débiteur.

Enfin la suspension pouvait être obtenue lorsqu'elle ne semblait pas contraire à la volonté des parties. Dans ce cas, le juge pouvait se contenter de débouter purement et simplement de la demande en résolution. Ainsi dans un arrêt du 7 janvier 1845 (1846. I. 13) la Chambre des Requêtes se borne à constater que la Cour ayant jugé en fait que le retard avait été connu et accepté par l'acheteur il n'y avait pas lieu à résolution.

GUERRE DE 1870

Ce n'est que pendant et après la guerre de 1870 que la question du retard pour force majeure fut posée au juge dans toute son ampleur. Le besoin d'une solution juridique pratique au problème fréquemment posé incita la jurisprudence à poser le principe de la suspension.

Les premiers arrêts de l'époque admettent la suspension, mais dans des espèces où elle semblait avoir été acceptée par les parties. Ainsi un arrêt de Rennes, du 2 mai 1871, (Deschamps c/ Dans. D. P. 72. 2. 111) dans une affaire de livraison de marchandises entravée par la crise des transports, considère que l'acheteur a consenti au retard jusqu'au rétablissement des communications ;

mais prononce la résolution contre le vendeur qui refusait d'exécuter après l'expiration de ce délai.

Mais bientôt le principe de la suspension se trouve nettement posé : Dans une affaire Milon c/ Tillay, Delaune et C^{ie} (Rouen 5 juin 1871. D. P. 71. 2. 178) la Cour déclare que le retard apporté par la force majeure à des livraisons de marchandises se rapportant à l'exécution d'un marché ne résoud pas ce marché pour la partie non encore réalisée, mais justifie seulement le retard dans les livraisons. La Cour affirme le principe d'une suspension temporaire des prestations, mais résoud le contrat, le débiteur n'ayant pas exécuté après la cessation de la force majeure.

La question est encore mieux posée dans une affaire Rungeard et Cottard c/ Gaillard et C^{ie} (Rouen, 26 juin 1871. D. P. 71. 2. 177). Il s'agissait d'un marché de livraison de marchandises empêché par les hostilités. Le Tribunal avait résolu le contrat pour inexécution et avait accordé de faibles dommages-intérêts. La Cour, considérant que la clause du délai de livraison n'était pas une condition essentielle du marché, déclara que la force majeure n'avait que suspendu le contrat et en ordonna l'exécution pour l'avenir. Mais ce premier arrêt, qui posait la double condition justifiant la suspension : force majeure momentanée et délai de livraison élément non essentiel du marché, n'alla pas sans soulever des protestations. Une note du Dalloz critiqua cette jurisprudence en faisant remarquer que dans une vente l'accord sur la chose et le prix n'emporte pas vente s'il y a, à défaut de stipulation des parties, désaccord sur la période de livraison.

L'annotateur citait dans ce sens un arrêt de Bordeaux du 17 mai 1870 (D. P. 70. 2. 206) et faisait remarquer que la force majeure en anéantissant la prévision du délai de livraison faite par les parties, anéantissait tout le contrat. Cette critique sans doute n'était guère probante, il y avait eu, en l'espèce, accord complet des parties au moment où elles avaient traité. Et il était certainement paradoxal de soutenir que dans un contrat de vente le délai de livraison est toujours une condition essentielle du contrat. Mais cette critique est le premier symptôme d'une réaction qui ne tarda pas à se manifester contre la nouvelle doctrine.

Notons cependant que cette jurisprudence fut confirmée par la Cour de Cassation. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 février 1872 (D. P. 72. 1. 287) déclare « que la Cour a apprécié souverainement que le délai n'était pas une condition essentielle et que l'empêchement même absolu d'exécuter n'a pas anéanti le marché mais n'en a que suspendu l'exécution ».

Un nouvel arrêt de la Chambre des Requêtes en date du 7 mai 1872 (Moutet c/ Sammel et Autres. D. P. 72. 1. 456) quoique prononçant la résolution du contrat, semblait d'accord avec l'arrêt précédent. Il s'agissait d'un marché de farine, destiné à approvisionner Paris en vue du siège, et dont l'investissement avait empêché la complète exécution. La Cour d'Aix avait jugé, à juste titre, que le terme était en l'espèce un élément essentiel du contrat et que la farine n'ayant pas été reçue en temps utile il y avait lieu à résiliation.

La Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi en se

bornant à constater que la Cour avait donné aux faits une qualification juste et en avait déduit une conséquence légale.

C'était admettre a contrario que si le terme n'avait été qu'une clause secondaire le contrat eut été suspendu.

RÉACTION EN DOCTRINE ET EN JURISPRUDENCE

Cependant les résistances à la nouvelle jurisprudence ne tardèrent pas à se multiplier. Dès le 4 janvier 1870 un arrêt de la Cour de Lyon (D. P. 72. 2. 225) provoquait de nouvelles protestations.

Il s'agissait d'une livraison de bougies rendue difficile mais non impossible, du fait de la guerre. Le retard n'ayant pas été assez important pour justifier la résolution, le Tribunal de Bourg refusa également des dommages-intérêts, le retard ayant été selon lui excusé par les circonstances. La Cour confirma le refus de résoudre le contrat, mais n'admettant pas que l'état de guerre put constituer une excuse valable condamna à des dommages-intérêts. C'était là une décision qui ne semblait pas devoir être jugée trop audacieuse ; mais cependant une note au Dalloz protesta énergiquement. D'un point de vue général elle contestait la possibilité pour le juge de rechercher, en cas de force majeure, si le délai de livraison était un élément essentiel du contrat, pour décider si le marché devait être exécuté après la cessation de la force majeure. « Sans doute (disait l'auteur) il n'est pas impossible que la fixation du délai soit, dans quelques cas exceptionnels, un élément non essentiel de la convention. Mais est-il rationnel de

supposer en thèse générale que le fabricant n'a attaché qu'un intérêt secondaire à la question de délai, et que ce n'est pas sortir de ses intentions que de transporter l'exécution du marché d'un temps dans un autre ? »

Peut-être cette critique fit-elle impression ; toujours est-il que la Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 14 mai 1872 (Way c/ Gillain. D. P. 72. 1. 79) se prononça après la Cour de Paris, énergiquement contre le principe de la suspension.

Des livraisons mensuelles de farine n'ayant pas été faites, pour cause de force majeure, de septembre à décembre 1870, le créancier se défendait contre une demande en résolution sans indemnité en invoquant la suspension de l'obligation et en demandant que son exécution fut différée jusqu'à l'année suivante. La Cour de Paris refusa d'entrer dans cette voie « considérant que l'article 1184 du Code Civil, qui détermine spécialement l'influence de la force majeure sur l'exécution des obligations, attribue évidemment au cas fortuit ou à la force majeure, dont l'existence est reconnue, un effet résolutoire et non un effet dilatoire ; qu'en dispensant le débiteur empêché de tous dommages intérêts il ne laisse pas au créancier l'option de l'abandon de la créance sans indemnité ou du report à un terme plus éloigné ». De plus l'arrêt invoquait le caractère résolutoire immédiat et absolu de l'article 1657 du Code Civil, relatif cependant au retirement, et faisait remarquer que la ponctualité des livraisons étant essentielle, en matière de denrées, on ne pouvait les différer sans modifier arbitrairement la convention des parties.

La Cour de Cassation confirma pleinement cette doc-

trine en déclarant « que l'existence de la force majeure n'a pas sur l'exécution des conventions un effet simplement dilatoire mais un effet résolutoire et absolu ». Et une note du Dalloz constatait : « ce principe n'est pas contestable (quoique donné pour la première fois) aucun texte de loi n'autorise le juge à substituer à la résolution prévue par le Code une nouvelle obligation.

Cet arrêt, quoique fondé sur une interprétation littérale de l'article 1184 et rendu dans une espèce où le délai était, en fait, une condition essentielle de l'accord des parties ne fut pas sans exercer quelque influence sur la jurisprudence postérieure.

La Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 19 novembre 1872 (Veuve Say c/ Schwol et Lebleu. D. P. 73. 1. 215) ne voulut pas adopter les motifs de la Cour de Besançon qui avait fait usage de la théorie de la suspension. Il s'agissait d'une livraison de sucre qui avait été entravée par force majeure ; aucun délai de rigueur n'avait été prévu par les parties. La Cour déclara : « que la force majeure n'est pas de nature à autoriser la résiliation d'une convention, lorsque l'exécution seule en a, comme dans l'espèce, été momentanément paralysée par des obstacles accidentels, sans en avoir altéré la substance même et les conditions essentielles ». En conséquence elle déboutait le vendeur de sa demande en résolution sans indemnité. La Cour de Cassation ne voulant pas confirmer cette thèse tira argument, pour rejeter le pourvoi, du fait que la force majeure n'avait pas joué au début du délai imparti ; elle en conclut que le vendeur avait commis une faute en n'exécutant pas à ce moment ; que la force majeure posté-

térieure à cette faute était à sa charge et que l'exécution du marché pouvait être exigée. Elle préférait ainsi fonder sa décision sur une particularité des faits de la cause plutôt que sur la doctrine qu'elle avait cependant adoptée quelques mois auparavant.

Le point de vue de la Cour de Cassation fut d'ailleurs suivi par le Conseil d'Etat qui, dans une série d'arrêts refusa d'admettre la suspension de marchés de fourniture pour des places de guerre ; marchés dont l'exécution était devenue impossible par suite de l'investissement de ces places par l'ennemi. Le Conseil d'Etat affirma que ce cas de force majeure produisait non seulement un effet dilatoire, mais un effet résolutoire qui pouvait être invoqué par l'administration comme par le fournisseur.

Mais il faut remarquer que, bien que les arrêts rendus ne l'aient pas mentionné, dans toutes les affaires jugées, le délai stipulé était une condition essentielle de la convention.

Ainsi dans une affaire Lamblé, du 15 novembre 1872 (D. P. 74. 3. 49) deux mille quintaux de fourrage devaient être fournis à la ville de Metz, la moitié du 1^{er} au 31 août, l'autre moitié du 1^{er} au 20 septembre. Dans une affaire Leconte-Dupont du 21 juillet 1872 (ibid) dix mille quintaux de maïs devaient être livrés en gare de La Chapelle dans un délai de 20 jours. De même dans d'autres causes : Lion et Savary (22 novembre 1872, ibid) et Faist (8 mai 1874, ibid) les livraisons répondant à des besoins urgents, le délai était de rigueur.

Cette constatation ôte beaucoup de leur importance aux

termes dans lesquels le Conseil d'Etat refusait d'admettre la possibilité d'exécuter après la fin des hostilités.

L'on peut donc constater une réaction assez nette contre la jurisprudence qui immédiatement après la guerre de 1870, avait adopté la théorie de la suspension, pour résoudre les difficultés créées par l'invasion ennemie. Après réflexion, le nombre des affaires issues de la guerre diminuant progressivement, la Cour de Cassation préféra ne pas adopter une théorie dont elle craignait sans doute qu'elle finirait par entraîner des abus en donnant aux magistrats le devoir d'apprécier la force obligatoire du terme dans toutes les conventions qui leur seraient soumises.

DE 1870 A 1914

Il pouvait sembler que dans ces conditions la notion de suspension ne reverrait plus le jour avant qu'une nouvelle crise ne la rendit de nouveau nécessaire ; et cependant, avant la guerre de 1914, quelques décisions de la Cour de Cassation y firent appel, sans toutefois la formuler expressément, dans des affaires délicates dont elle permit de donner une solution à la fois équitable et juridique.

Dans une affaire Société d'Assurance Mutuelle : le Languedoc c/ Quilliem (15 février 1888. D. P. 88. 1. 203) la Chambre Civile entra pour la première fois dans cette voie. Il s'agissait d'un assuré qui avait omis, après un sinistre, de soumettre à la Compagnie d'assurance un état des objets perdus. La Cour d'Appel avait refusé de lui appliquer la déchéance qu'il encourait de ce fait, tout en

se bornant à relever à sa décharge un empêchement de force majeure qui n'avait été que momentané et purement transitoire. La Chambre Civile cassa cet arrêt en constatant que « la force majeure ne pouvait servir d'excuse à l'inexécution d'une obligation qu'autant qu'elle empêche le débiteur de s'acquitter, il s'ensuit que si l'empêchement est simplement momentané, l'exécution de l'obligation n'est suspendue que jusqu'à l'instant où cet empêchement prend fin ». Le principe de la suspension pour cause de force majeure était ainsi bien posé quoique dans un cas qui ne rentrait pas dans le cadre de l'article 1184.

La Cour de Cassation fit de nouveau appel à cette notion dans une matière délicate, celle des contrats de travail à durée indéterminée.

Dans une affaire Renault c/ Salatché (28 juillet 1897. D. P. 98. 1. 16), la Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi d'un patron qui avait été condamné à des dommages-intérêts pour renvoi injustifié d'un employé à son service depuis plusieurs mois, et congédié uniquement parce qu'il avait été malade pendant une journée. La Cour déclara abusif et préjudiciable l'usage fait du droit de renvoi, l'absence de l'employé ayant été justifiée par un cas de force majeure. Cette solution semblait bien impliquer que le contrat se trouvait suspendu pendant la maladie de l'ouvrier.

Cette interprétation a été confirmée par un arrêt de la Chambre Civile du 7 juin 1905 dans une affaire Leduc c/ Burlot (D. P. 1908. 1. 74). Un patron refusait de reprendre à son service, après une longue maladie, un employé auquel il était lié par un contrat de travail à

durée indéterminée. Le Tribunal de Commerce de la Seine débouta l'employé, qui demandait des dommages-intérêts pour renvoi injustifié, et déclara que le contrat de louage de services avait pris fin par le fait même de la maladie. La Chambre Civile, tout en rejetant le pourvoi, n'admis pas qu'une interruption de services, justifiée par un cas de force majeure, ait pu mettre fin au contrat ; celui-ci selon elle, demeurerait suspendu pendant la maladie et le patron refusant de reprendre l'ouvrier après sa guérison pouvait être considéré comme ayant usé du droit de résiliation de l'article 1780 C. Civ. En l'espèce, la Cour décida qu'il n'y avait pas lieu à dommages-intérêts, la preuve d'un abus de droit ou d'une faute n'ayant pas été apportée.

Le principe de la suspension des contrats de travail à durée indéterminée pendant la maladie de l'ouvrier était donc nettement posé.

GUERRE DE 1914

Ce n'est cependant qu'avec la guerre de 1914 que la notion de suspension est entrée complètement dans la jurisprudence. Il n'y eut pas cette fois les mêmes résistances qu'en 1872 et cette théorie après avoir été adoptée pendant les hostilités par un grand nombre de Cours d'Appel, fut consacrée, dans les années qui suivirent la paix, par de nombreux arrêts de la Cour de Cassation.

Les premières décisions, hésitant à poser le principe de la suspension, la cherchèrent dans l'intention des parties. Ainsi l'arrêt du 23 février 1915 de la Cour de Caen (Le Goadet c/ Gosselin. D. P. 1916. 2. 22) prétendit inférer

des circonstances de la cause que les parties avaient entendu suspendre des fournitures de peaux pendant la crise de transport de la période de mobilisation et déclara que passé ce délai le marché, n'étant pas annulé, devait être exécuté.

Mais bientôt la théorie de la suspension fut explicitement invoquée : Ainsi un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 15 juin 1915 (Société anonyme de Carbonisation c/ Société de St-Gobain *ibid.*) prit en considération la demande de la Société de St-Gobain qui s'étant engagée à faire des livraisons mensuelles d'acide sulfurique demandait la suspension de son marché à partir de février 1915, toutes ses installations étant réquisitionnées pour travailler exclusivement pour le compte de l'Etat. Le Tribunal déclara que la force majeure peut suspendre l'exécution des contrats et constatant que dans l'espèce les livraisons mensuelles pouvaient s'effectuer distinctement les unes des autres, il décida que le vendeur serait délié de son obligation sur les mois où la force majeure serait constatée.

Citons encore pour sa netteté un jugement du 4 janvier 1918 du Tribunal de Nîmes (G. T. 1918. 2. 313) refusant de considérer comme résolu un marché de livraison de vin, qui temporairement n'avait pu être exécuté, par suite du refus de la C^{ie} de Chemin de fer d'exécuter le transport. Le Tribunal déclara : « qu'en principe, si l'empêchement de la force majeure n'est que momentané, le débiteur n'est pas libéré et l'obligation est seulement suspendue jusqu'au moment où la force majeure vient à cesser ». Considérant d'autre part que le délai prévu n'avait pas été dans l'inten-

tion des parties un élément essentiel du contrat, il déclara le contrat uniquement suspendu pendant la période de durée de l'obstacle de force majeure et le résilia aux torts du vendeur pour inexécution après que le transport fut redevenu possible.

CONTRATS DE TRAVAIL DES MOBILISÉS

Cependant, la question qui devait donner aux tribunaux les plus nombreuses occasions d'appliquer la théorie de la suspension fut celle de la situation des employés mobilisés. Leur contrat de travail avait-il pris fin ou était-il seulement suspendu pour cas de force majeure ? Ce n'est qu'à la fin des hostilités que le législateur réglementa définitivement la question par la loi du 22 novembre 1918. Mais avant la démobilisation générale qui avait rendu le vote de cette loi nécessaire, de nombreux cas de militaires réformés, démobilisés ou libérés avant leur classe avaient posé la question de la survie de leur contrat de travail. La tendance générale des tribunaux, conforme à l'équité et aux nécessités sociales du moment, était de décider que le contrat de travail n'avait pas été rompu au moment de la mobilisation, qu'il subsistait et qu'il pouvait être remis en exécution dès la libération de l'intéressé. Mais la jurisprudence hésita souvent à poser catégoriquement la thèse de la suspension du contrat pour cause de force majeure. Parfois elle put se fonder sur les faits de la cause qui permettaient de supposer un accord des parties acceptant la suspension du contrat.

Ainsi la Cour de Caen dans un arrêt du 2 février 1915

(G. T. 1916. 2. 443) découvrit l'intention chez le patron de suspendre le contrat de louage de services d'un ingénieur mobilisé, dans ce fait qu'il avait laissé la jouissance du logement à sa famille et qu'il lui avait fait des avances sur ses traitements à venir après la fin des hostilités.

De même la Cour de Nancy dans un arrêt du 20 juin 1918 (Paul Malinen c/ Calm et Calm c/ Romplet. G. P. 16-17 p. 735) réforma un jugement du Tribunal de Commerce qui avait admis la suspension par extension de la loi du 18 juillet 1901 et se fonda pour la maintenir sur la convention tacite faite par les parties dans leur intérêt réciproque.

Un autre moyen était offert aux juges par la loi du 18 juillet 1901. Cette loi, qui est la première à avoir posé le principe de la suspension dans le domaine législatif, décide que les contrats de travail des réservistes appelés pour une période d'instruction militaire seront suspendus et devront être repris à la libération des intéressés. Certaines décisions admirent que les prévisions de cette loi devaient être étendues à tous les employés mobilisés ; les motifs qui l'avaient dictée justifiaient, disait-on, cette extension (1). Il était certes facile de critiquer, d'un point de vue juridique, cet argument employé pour justifier une jurisprudence dont l'équité était évidente. On ne manqua pas de faire remarquer que la loi de 1901 était une loi spéciale, se rapportant à un devoir civique déterminé ; qu'ici la situation était toute différente, que la durée de l'absence, d'ailleurs imprévisible, ne permettait pas l'exten-

(1) Dans ce sens : Commerce Seine, 30 mai 1916 (G. P., 16-17, page 239, et Commerce Nancy, 26 mars 1917 (G. P., 16-17, p. 735).

sion d'une solution qui n'envisageait que des périodes d'instruction connues à l'avance et limitées à moins d'un mois. L'objection était forte et cette jurisprudence ne prévalut pas ; les tribunaux préférèrent se placer sur le terrain de la suspension causée par la force majeure. De nombreuses décisions furent rendues dans ce sens. Citons notamment : Seine, 2 mars 1915 (1916-2-101, C^{ie} Nord-Sud c/ Robert); — Commerce Nancy, 6 décembre 1915 (ibid. Balland c/ Kuhu et Fleichel); — Seine, 21 avril 1915 (ibid. Orfia c/ S^{ie} des Aciéries de France). Tous ces jugements admettaient que la mobilisation, fait extérieur et indépendant de la volonté des parties, rendant impossible à l'ouvrier l'accomplissement de son engagement, constituait un cas de force majeure. D'ailleurs, cette force majeure n'étant que temporaire n'avait pas pour effet la rupture définitive du contrat de travail, elle entraînait seulement la suspension. Par suite le contrat devait reprendre son cours si l'impossibilité d'exécuter les engagements convenus disparaissait par suite du retour de l'ouvrier dans ses foyers.

De même un arrêt de la Cour de Bordeaux du 10 janvier 1917 (G. P. 1916-17, p. 46 — Aquitaine c/ Ravand) s'exprimait ainsi : « Attendu qu'en matière de louage de services la suppression des engagements de l'employé, appartenant à une classe mobilisable n'est en rien définitive et qu'elle doit cesser d'exister dès que la force majeure a disparu ; qu'en réalité la force majeure est un obstacle, non à l'existence de l'obligation, mais à son exécution, de telle sorte qu'il y a seulement suspension momentanée du contrat de travail ».

Un arrêt de la Cour de Besançon du 30 mars 1917 (D. P. 1918-2-84) fit application du même principe pour résoudre une question délicate : Un employé mobilisé, renvoyé par l'autorité militaire dans l'usine où il travaillait avant la guerre, y avait été victime d'un accident du travail. La Cour déclara que la force majeure résultant de la guerre n'ayant pas résolu mais suspendu le contrat de louage de services, il y avait lieu de tenir compte dans le calcul du salaire de base, des sommes que l'employé aurait dû percevoir pendant sa période de chômage forcé, si elle ne s'était pas produite.

Ainsi, malgré quelques hésitations, la théorie de la suspension pour cause de force majeure prenait une extension toujours plus considérable et était adoptée par un grand nombre de Tribunaux et de Cours d'Appel. Il manquait à ce mouvement de jurisprudence une nouvelle consécration de la Cour de Cassation qui ne s'était pas prononcée sur la question depuis l'ouverture des hostilités. Dès 1922 de nombreux arrêts de la Chambre des Requêtes confirmèrent les nouvelles applications que les tribunaux avaient faites de la notion de suspension.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

Cependant deux des premiers arrêts rendus en la matière après la guerre, par la Cour de Cassation refusèrent d'admettre la suspension du contrat et confirmèrent la résolution prononcée par les décisions attaquées. Il est vrai que dans les deux cas le terme était un élément essentiel de la convention et la solution de la Cour de

Cassation n'était au fond qu'une confirmation indirecte de la théorie de la suspension.

Le premier arrêt fut rendu dans une affaire Selley c/ Versein et Minvielle, le 9 décembre 1919 (G. P. 1920-1-87). Il s'agissait d'une livraison de 50 fûts de rhum, 25 fûts étaient livrables de suite et le solde à la disposition de l'acheteur jusqu'en décembre. Le vendeur n'ayant pu livrer pour cause de force majeure, le contrat fut résolu par la Cour d'Appel. Le pourvoi fut rejeté : « Attendu que des faits constatés souverainement, les juges du fond ont pu déduire légalement que l'impossibilité, par Versein et Minvielle d'expédier la marchandise par eux vendue, dans le délai fixé pour la livraison, n'avaient pu avoir pour unique effet, suivant la prétention du pourvoi, de retarder l'exécution de la vente jusqu'à la réouverture du réseau du Chemin de fer du Nord, mais qu'elle constituait un cas de force majeure et devait entraîner la résolution du contrat ».

Sous réserve de la rédaction malheureuse de cet avant-dernier membre de phrase, l'arrêt était bien au fond une confirmation de la thèse de la suspension.

De même un arrêt rendu dans une affaire Tachon c/ Horrière père et fils le 8 mai 1921 (G. P. 1921-1-643) admis la résolution prononcée par la Cour d'appel et rejeta un pourvoi demandant à la Cour de Cassation de considérer comme devant avoir un effet suspensif un cas de force majeure (en l'espèce des difficultés de transport) ayant momentanément empêché l'exécution d'un contrat de vente. La Chambre des Requêtes motiva sa décision en se fondant sur des constatations de fait des juges du fond.

Elles établissaient qu'une offre faite au vendeur Tachon de conserver la marchandise jusqu'au moment où la livraison deviendrait possible, avait été refusée par lui. La Cour constatait d'autre part « que les consorts Horrière (les acheteurs) n'ayant jamais renoncé à se prévaloir de l'expiration du délai stipulé à l'exécution du contrat, les obligations nées de ce contrat ne pouvaient les lier indéfiniment ».

Cette espèce était dominée par des considérations de fait : refus d'une des parties d'accepter la suspension, délai de rigueur, qui rendaient impossible l'ajournement de l'exécution du contrat. Cet arrêt lui aussi n'était au fond qu'une application de la théorie de la suspension.

D'autres décisions de la Chambre des Requêtes confirmèrent cependant plus clairement cette théorie.

Dans une affaire Société de la Grande Cidrerie de Cormeille c/ Legrand — Req. 15 novembre 1921 (G. P. 1922-1-69) un contrat de livraison de marchandises avait été empêché à la suite de réquisitions. La Cour rejeta le pourvoi du vendeur qui demandait la résolution sans indemnité de son obligation en constatant que : « la force majeure ne fait obstacle à l'exécution des obligations qu'autant qu'elle empêche le débiteur de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, qu'il suit de là que si l'empêchement est momentané, le débiteur n'est pas libéré ; que l'exécution de l'obligation est seulement suspendue jusqu'au moment où la force majeure vient à cesser ».

Dans un arrêt du 24 octobre 1922 (Consorts Seligmann c/ Mellerie et autres, D. P. 1924-1-8) la doctrine de la Chambre des Requêtes fut aussi nette : Il s'agissait d'un

contrat d'avant-guerre donnant à bail à loyer un immeuble pour une durée de 24 ans à partir de sa reconstruction.

Cette reconstruction ayant été entravée depuis la guerre par les moratoria maintenant les locataires en possession, la question se posait de savoir si le contrat devait être résilié. La Cour de Paris avait répondu négativement et la Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi en déclarant que l'état de guerre et la prorogation des baux existants ne constituaient pas un obstacle perpétuel à l'exécution de la convention intervenue et n'étaient qu'une cause non pas de résiliation, mais de suspension de cette exécution.

Enfin un nouveau pourvoi de la Grande Cidrerie de Cormeille c/ Poullain permit à la Chambre des Requêtes de confirmer sa doctrine dans un arrêt du 12 décembre 1922 (D. P. 1924-1-186) motivé dans les mêmes termes que celui du 15 novembre 1921, les faits étant identiques.

C'est donc une jurisprudence compacte et unanime qui admet actuellement la théorie de la suspension. Elle n'a rencontré aucune résistance durant ces dernières années et les nombreuses décisions rendues après la guerre la rendront sans doute assez familière au juge pour qu'il n'hésite pas à en faire application dans les nombreux cas où elle pourra lui rendre des services.

Notons à ce point de vue deux jugements plus récents qui sont d'intéressantes applications de cette théorie.

Un jugement du Tribunal du Havre du 4 juin 1923 (Union Industrielle du Nord c/ Montizou et Picaud — Recueil de la Jurisprudence du Havre 1923-24, page 208) avait à décider si un contrat d'assurance pouvait être résolu, la Compagnie d'assurance n'ayant pas transféré,

au cours de la guerre, en France non envahie, son siège social qui se trouvait à Lille. Le Tribunal déclara : « Attendu qu'en vertu d'un principe, admis par une jurisprudence constante, la force majeure ne peut entraîner la résolution d'un contrat que lorsqu'elle en empêche l'exécution et non quand elle ne fait que la retarder ; qu'il échet donc de rechercher si l'exécution de la police d'assurance souscrite par Montizou peut être différée ».

Et partant de cette constatation très juridique, le Tribunal, analysant la nature du contrat d'assurance, aboutit à la conclusion qu'une suspension serait inconciliable avec son caractère et ordonna la résolution.

Un jugement du Tribunal de la Seine en date du 23 décembre 1925 (G. P. 1926-1-485) fait une autre application intéressante du principe. Il s'agissait d'un bail 3, 6 ou 9 années au choix réciproque des parties et à compter du 1^{er} octobre 1920. En 1923, le locataire n'avait pas encore pu se mettre en possession, le locataire ancien continuant d'occuper les locaux en vertu de la loi du 31 mars 1922 sur les loyers.

Se prévalant du bail le propriétaire donna cependant congé au bout de 3 ans, au nouveau locataire de droit, sinon de fait, et pour plus de sûreté demanda la résiliation du contrat pour cause de force majeure.

Le Tribunal déclara que la force majeure n'est une cause de résolution qu'autant qu'elle crée un empêchement absolu ; que tel n'était pas le cas en l'espèce, le retard apporté n'étant que temporaire et ne pouvant que suspendre l'exécution du contrat ; que d'ailleurs il résultait de la correspondance versée aux débats que la date d'occu-

pation des lieux n'était pas essentielle dans l'intention des parties. Dans ces conditions il déclara que l'obligation des propriétaires de mettre l'appartement à la disposition du locataire subsistait et que leur congé était sans valeur.

C'est là sans aucun doute une excellente et très louable application de la théorie de la suspension.

Cet exposé sommaire de la jurisprudence relative à la suspension dans l'exécution des contrats donnera, espérons-le, une idée suffisante de la naissance, du développement et des diverses applications de cette théorie.

Après avoir été quelque peu étouffée dans son développement après la guerre de 1870, elle n'a pas cependant disparu ; on a pu en voir quelques applications intéressantes par la Cour de Cassation jusqu'au moment où la grande guerre lui donnant une impulsion nouvelle, lui a permis de s'imposer incontestablement et de devenir d'une application courante.

APPLICATIONS LÉGISLATIVES DE L'IDÉE DE SUSPENSION

Le seul but de notre étude est d'analyser et d'exposer la notion de suspension, telle qu'elle résulte des applications qu'en fait la jurisprudence. Il nous paraît nécessaire cependant, pour projeter une plus grande lumière sur la question, d'examiner sommairement si cette notion ne présente pas d'autres applications législatives ou contractuelles qui seraient susceptibles de nous la faire mieux comprendre, en la présentant sous des aspects nouveaux.

La notion de suspension, telle qu'elle est comprise par la jurisprudence est essentiellement un échec à la résolution d'une convention pour inexécution momentanée, par une excuse de force majeure temporaire.

Cette notion a reçu des applications très nettes, dans les lois du 18 juillet 1901 et du 27 novembre 1909.

La première est relative aux périodes obligatoires d'instruction militaire des réservistes et territoriaux. Elle prévoit dans son article 1^{er} qu'en matière de louage de services si un patron, employé ou ouvrier est appelé, dans ces conditions, sous les drapeaux, son contrat de travail ne peut être rompu de ce fait.

La loi du 27 novembre 1909 prévoit que « la suspension du contrat par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouche-

ment, ne peut être une cause de rupture du contrat de louage de services »).

Ce sont là évidemment des applications pures et simples du principe de la suspension tel qu'il a été construit par la jurisprudence. Ici l'excuse de force majeure temporaire : la période militaire, la maternité, présentait un caractère social de fréquence et de nécessité qui a obligé le législateur à en régler les conséquences. Mais il est certain que si la jurisprudence avait dès cette époque admis d'une façon ferme et définitive la théorie de la suspension il n'aurait pas été nécessaire pour le législateur de voter des lois qui n'en sont qu'une exacte application.

D'autres textes ont également appliqué cette notion pendant et après la guerre. Mais ce sont des lois de circonstance présentant à notre point de vue un intérêt bien moindre ; elles ont en effet singulièrement étendu l'idée de suspension et sont entièrement sorties des limites juridiques qui peuvent lui être assignées.

Citons d'abord la loi du 22 novembre 1918, elle réglementa définitivement une question, qui nous l'avons vu avait beaucoup préoccupé la jurisprudence pendant la guerre : celle de la survie du contrat de travail des mobilisés. Cette loi donna la même solution que les tribunaux, en ce sens qu'elle prévoyait pour tous les contrats de travail la reprise du personnel mobilisé, à la fin des hostilités, dans l'emploi qu'il occupait au moment de la mobilisation.

Mais le législateur ne se contenta pas de cette conséquence rigoureusement conforme à la théorie juridique de la suspension. La loi prévoyait également que les

contrats de durée déterminée conserveraient leur existence pour la durée qui restait à courir au moment de la mobilisation. Cette prorogation du terme au-delà de la durée que lui avait assigné la volonté des parties contractantes était certainement tout à fait contraire à l'idée pure et simple de suspension.

De même le contrat n'était pas repris rigoureusement aux mêmes conditions qu'en août 1914. Dans les contrats à durée indéterminée, l'ouvrier bénéficiait de la hausse des salaires, mais était garanti contre leur diminution (art. 1, al. 3). Dans les contrats à durée déterminée les conditions de l'accord des parties devaient être respectées, mais l'ouvrier gardait le droit de dénoncer la convention. Enfin dans les administrations publiques les employés bénéficiaient du droit à l'avancement qu'ils auraient pu acquérir normalement pendant les années de guerre.

Toutes ces conséquences, impliquant une modification législative des conventions des parties, dépassaient certainement le cadre de la suspension.

Il en est de même des autres lois de circonstance suspendant pendant la durée des hostilités les poursuites contre les mobilisés ou instituant le moratorium des baux à loyer. Par leur nature même, elles supposent une prorogation des délais, même de rigueur, stipulés par les parties et impliquent une véritable transformation des contrats.

Les lois issues de la guerre ne peuvent donc nous être d'aucun secours dans notre étude ; rendues dans des périodes de crises elles ont été marquées par la volonté du législateur d'user de son pouvoir souverain pour prendre des mesures exceptionnelles qui fussent à la hauteur des

difficultés qu'il fallait surmonter. Mais les solutions qu'elles ont données ne peuvent étayer une théorie juridique destinée à résoudre des difficultés courantes et à établir des principes constants.

CLAUSES CONTRACTUELLES

L'on rencontre assez fréquemment dans des conventions de toutes sortes des clauses qui semblent être une application directe de la notion de suspension. Elles prévoient très généralement l'inexécution par l'une des parties de ses obligations et stipulent que dans cette éventualité, l'autre partie pourra suspendre ses propres prestations.

On peut citer dans ce sens de nombreuses polices d'assurance. Elles comportent des clauses prévoyant qu' « à défaut de paiement des primes dans les . . . jours qui suivent les échéances prévues, ou à défaut de l'accomplissement par l'assuré des obligations insérées dans les présentes, la Compagnie a le droit de résilier ou de suspendre momentanément les effets de l'assurance par lettre recommandée » (Police de la Compagnie anonyme la *Préservatrice*).

De même c'est une clause semblable qu'eut à apprécier le Tribunal de Versailles dans un jugement du 12 mai 1905 (D. P. 1907-2-233). Elle était insérée dans ses polices d'abonnement par une société de distribution d'électricité et était ainsi conçue : « A défaut de paiement dans les cinq jours qui suivront la présentation de la facture, la Compagnie pourra refuser la fourniture du courant électrique ».

Notons encore l'art. 44 de l'arrêté du 8 mai 1901 relatif à l'exploitation des services téléphoniques, aux termes duquel « à défaut de paiement ou en cas de retard

dans les versements réglementaires, la communication peut être suspendue d'office ; mais l'abonnement ne prend fin qu'après résiliation ».

De telles clauses doivent-elles être considérées comme rentrant dans la théorie de la suspension, en sont-elles des applications ? Tel est l'avis de M. Lebreton (suspension et résolution des contrats. — *Revue critique de législation et jurisprudence*, nov. 1924). Dans l'excellent article qu'il a consacré à cette question, cet auteur englobe en effet dans la notion de suspension, toutes les manifestations législatives, contractuelles, jurisprudentielles. Cherchant à donner un sens commun à ces diverses formes, il considère la suspension comme une suppression temporaire des effets d'un contrat successif et partant de ce point de départ il en arrive à considérer la suspension comme « une résolution temporaire se plaçant au cours de l'existence d'un contrat successif ».

Telle n'est point notre conception de la question, et nous repousserons la définition de M. Lebreton lorsque nous étudierons la nature juridique de la suspension. Dès maintenant il nous faut établir que nous n'étudions pas la notion de suspension sous un aspect aussi général que cet auteur et cette divergence dans notre façon d'envisager le problème expliquera sans doute plus tard les solutions différentes auxquelles nous aboutirons. Selon nous, il est nécessaire d'établir une distinction très nette entre l'expression « suspension » telle qu'elle est employée dans son sens commun et la théorie jurisprudentielle de la suspension dont nous avons indiqué la place dans le jeu des articles 1148 et 1184 du Code Civil.

La notion ordinaire de suspension est uniquement celle d'interruption et c'est là tout le sens qu'on peut lui donner dans les diverses conventions dont nous avons donné des exemples. Ici la clause signifie seulement que si l'une des parties n'exécute pas, l'autre se réserve le droit d'interrompre elle aussi ses prestations. C'est en somme se ménager contractuellement le droit d'invoquer l'*exceptio non adempti contractus*. Mais cette notion commune de suspension n'a aucun rapport avec la construction juridique que nous avons analysée dans la jurisprudence et définie de la façon suivante : « Une extension des effets de la force majeure permettant de faire échec à la résolution au cas de manquement non essentiel aux délais stipulés dans une convention ».

Plusieurs différences essentielles s'imposent au premier examen :

Et d'abord peu importe, pour que jouent ces clauses contractuelles, quelle est la cause de l'inexécution. Peu importe qu'il y ait eu ou non excuse légitime. Du seul fait de l'arrêt de l'une des parties dans ses prestations, celles de l'autre partie pourront être suspendues.

Et en effet le but de pareilles clauses n'est pas le même que celui de la théorie jurisprudentielle de la suspension. Elles n'ont pas pour but d'empêcher la résolution du contrat, d'assurer sa survie ; mais uniquement de donner une nouvelle garantie à la victime de l'inexécution. Celle-ci peut seule invoquer la clause, dont l'usage n'implique pas d'ailleurs une renonciation au droit de demander la résolution. La suspension contractuelle est donc une facilité nouvelle qui se surajoute à celle d'invoquer la résolution,

et qui elle aussi est accordée à la partie qui se plaint de l'inexécution.

Ce sont là des différences essentielles avec la notion juridique de suspension. Celle-ci comme nous l'avons vu est une excuse en faveur de celui qui n'a pas pu exécuter, que l'on oppose à la victime de l'inexécution pour faire échec à son droit d'exiger la résolution.

Les clauses contractuelles prévoyant une « suspension » au sens ordinaire du mot, ne sont que des prévisions d'exception *non adempti contractus* et n'ont aucun rapport avec la théorie dont le but essentiel est d'assurer en cas d'empêchement de force majeure, la survie des conventions des parties.

Il n'est pas cependant impossible d'envisager des clauses contractuelles prévoyant une « suspension » au sens juridique du mot. Il s'en trouve même en pratique. Notons un arrêt de la Cour de Paris du 8 janvier 1916 (G. T. 1915. 2. 451) qui avait à interpréter un contrat contenant cette clause d'un marché de livraison de combustibles « en cas de grève, lockout ou autre empêchement soit des mines, soit de la navigation ou des chemins de fer, les livraisons seront suspendues pour une durée égale à l'interruption résultant des dits cas ». C'est là une prévision d'une suspension telle que nous l'avons analysée : c'est-à-dire une clause cherchant à assurer la survie du contrat, prévoyant un cas de force majeure temporaire et devant dans ce cas faire échec à une demande possible en résolution.

LES EFFETS DE LA SUSPENSION

Nous avons étudié de quelle façon se présente la notion de suspension dans notre Droit Civil : Nous avons vu quelques-unes de ses applications jurisprudentielles, législatives et contractuelles. De cet examen des faits nous pourrions déduire un exposé théorique des différents effets qu'elle peut entraîner.

Et d'abord l'effet essentiel de cette théorie, sa raison d'être elle-même, c'est l'inexécution momentanée des obligations contractées. Inexécutions qui toutefois ne rompt pas le lien contractuel. C'est ce sommeil du contrat, cet état de vie latente où il demeure plus ou moins longtemps, ce « repos » comme disent les allemands, qui constitue le fondement de la suspension.

Est-ce à dire que cet arrêt dans le temps est par lui-même une caractéristique complète des effets de la théorie juridique que nous étudions ? Suffit-il qu'il y ait eu « suspension » au sens courant du mot pour qu'il y ait également « suspension » juridique ? Non pas ! Il est fréquent dans la vie de tout contrat que se présente un intervalle de temps plus ou moins long, pendant lequel il ne peut manifester matériellement son existence :

Un contrat de livraison de marchandise prévoit un délai de livraison d'un mois, pendant 15 jours un cas de force majeure le rend inexécutable. Pratiquement, en fait, son exécution matérielle qui avait pu être commencée

sera suspendue. Le contrat restera en sommeil jusqu'au moment où les livraisons pourront reprendre ; mais juridiquement il n'y aura eu aucun trouble dans l'exécution du contrat, les prestations ayant été faites dans le temps stipulé.

Et de même si le délai prévu au contrat n'avait pas un caractère impératif, une inexécution temporaire, même non motivée, pourrait, en fait, entraîner un arrêt des prestations réciproques des parties. Les juges pourront refuser de prononcer la résiliation du contrat en estimant que le délai n'était pas essentiel dans l'intention des contractants.

Il est intéressant de citer dans ce sens un arrêt de la Chambre Civile en date du 1^{er} décembre 1908 dans une affaire Denay et Durand c/ Morieque et autres (D. P. 1909. 1. 420). Un vendeur d'immeubles s'était engagé à fournir à son acquéreur une procuration dans un certain délai et il ne s'était exécuté qu'avec un notable retard après l'expiration du terme prévu. La Cour refusa la résolution en jugeant que le délai « loin d'être fatal et de rigueur était purement comminatoire ».

Dans ce cas il y avait retard, inexécution matérielle, mais non suspension juridique.

On peut également envisager un contrat dont l'une des parties demande la résolution pour inexécution partielle. Pendant la durée de l'instance le contrat n'est plus exécuté, les parties restent sur leurs positions attendant une décision de justice. La convention n'a plus qu'une vie latente et pourra reprendre sa force si le juge refuse de prononcer la résolution et se contente de compenser l'inexécution par une condamnation à des dommages-intérêts.

De ce cas peuvent être rapprochées les clauses contractuelles que nous avons citées, stipulant qu'en cas d'inexécution de l'une des parties, l'autre pourra cesser ses prestations. L'on aboutit par le jeu de cette exception *non adempti contractus* à un arrêt de la vie du contrat qui peut n'être que provisoire : Les prestations peuvent être reprises après un accord des parties, la résolution demandée peut être refusée par le juge. Il y aura eu interruption matérielle, suspension au sens courant du mot, mais non suspension juridique du contrat.

Enfin, l'une des parties n'ayant pas exécuté une obligation, le juge peut absoudre ce manquement, s'il a été commis de bonne foi, ou dans des circonstances difficiles; il peut même accorder un délai de grâce. Ici encore l'inexécution temporaire ne rentrera pas dans le cadre de notre théorie.

Ainsi ces différentes caractéristiques : inexécution ne rompant pas le lien contractuel, sommeil, repos de la convention se rencontrent souvent dans la vie des contrats, elles ne prennent un caractère spécifique que lorsqu'elles se produisent dans des circonstances bien déterminées.

Pour qu'il y ait suspension prononcée par le juge, il faut que cet arrêt dans la durée de la vie du contrat soit lui-même une conséquence du rapport de la durée de deux autres éléments : la force majeure empêchant l'exécution, et le délai pendant lequel cette exécution conserve de la valeur. Ce n'est qu'en fonction de ces circonstances, en fonction de la relation de ces intervalles de temps que pourra naître la notion de suspension juridique et que

pourront prendre un sens les effets : inexécution, sommeil de l'obligation, qui la caractérisent.

Le premier élément à considérer est la durée de la force majeure qui justifie l'inexécution du contrat.

Pour que la force majeure puisse entraîner la suspension il faut que cet obstacle ne soit que temporaire, qu'il n'entrave pas irrémédiablement les prestations ; si aucun espoir n'est permis la convention deviendra caduque et l'article 1184 prévoyant la clause résolutoire tacite devra jouer. C'est, nous l'avons vu, c'est pour éviter la rigueur d'une application trop rigide de ce texte que le juge a créé la théorie de la suspension. Son rôle essentiel en effet est d'assurer la continuité et la bonne marche des relations sociales, son devoir en l'occurrence est de permettre l'exécution des contrats, tant du moins que cette exécution pourra être réalisée sans déformer les conventions des parties.

En l'espèce, une force majeure temporaire permet d'envisager une reprise de l'exécution ; sa durée pourra permettre de faire échec à la résolution.

La durée de la force majeure invoquée telle est donc la première donnée que le juge devra apprécier. Comment en pratique opérera-t-il pour le faire ? Si la demande en résolution qu'on soutient devant lui est fondée sur une inexécution appartenant déjà au passé, et ce sera le cas le plus fréquent, il lui sera facile de juger la valeur de l'excuse invoquée. Sinon, c'est-à-dire si le cas de force majeure existe encore au moment où la question lui est posée il devra estimer sa durée éventuelle, apprécier si sa fin peut être légitimement envisagée. C'est là une ques-

tion de fait et l'appréciation du juge sur ce point sera singulièrement facilitée par l'étude du second terme du problème : la durée du délai pendant lequel l'exécution de la convention demeure possible. En pratique, en effet, ces deux questions que l'analyse doit dissocier forment un tout, un point de fait que le juge considère comme un problème unique.

Le second terme de la recherche qu'il doit faire est l'étude de l'espace de temps passé lequel la convention deviendra inexécutable, l'étude du terme fixant la limite de l'utilité des prestations.

En cette recherche, évidemment, le juge ne peut avoir d'autre guide que l'intention des parties. Tantôt elle sera exprimée nettement; un terme précis, fatal, aura été stipulé; un contrat aura été passé pour une durée déterminée. Dans ce cas, pas de difficulté, le terme expresse s'impose au juge, il entraîne automatiquement la fin du contrat. Tantôt en l'absence de données aussi précises il lui faudra rechercher, dans les éléments de la cause, des indices pouvant faire présumer la volonté des contractants.

L'étude de jurisprudence que nous avons faite a donné de multiples exemples des considérations de fait qui décident de l'opinion du juge.

Parfois il peut induire directement des documents qui lui sont soumis que le délai prévu n'était pas essentiel dans l'intention des parties; ceci peut résulter de la correspondance, d'une lettre prévoyant la possibilité d'un retard (Seine, 23 décembre 1925, cité supra) : de l'offre faite par une partie à l'autre de conserver temporairement

les marchandises à livrer, à charge d'exécuter plus tard (Req. 8 mars 1921 cité supra).

La nature du contrat peut aussi le guider : ainsi en matière de livraison des denrées (Req. 14 mai 1872 cité supra), en matière de vente de produits métallurgiques (Commerce Seine, 16 mars 1917, Devaux, Pichetty c/ Salmon et Forges et Aciéries de la Marine, G. P. 31 décembre 1917), dont les cours varient rapidement, il admet que les délais prévus par les parties ont un caractère de rigueur. De même en matière d'engagement théâtral (Com. Seine, 14 décembre 1915, G. T. 1916-24). Nous avons vu qu'en ce qui concerne les contrats de travail à durée indéterminée, l'évaluation de la durée pendant laquelle le patron peut se passer de son ouvrier sans rendre impossible la continuation du contrat a servi de base pour apprécier s'il y a ou non suspension et par conséquent renvoi injustifié (Req. 25 juillet 1897, Civ. 7 juin 1905 cité supra).

Quels que soient les éléments sur lesquels il fonde son opinion, le juge doit donc apprécier ce second élément : le délai d'exécution du contrat. Joint au premier : durée de la force majeure, il donnera naissance à l'idée de suspension. Et en effet les rapports possibles de ces deux intervalles de temps seront les suivants :

1° Le délai d'exécution cesse avant que la force majeure ait pris fin. Dans ce cas, la convention ne pourra plus remplir ses effets, les prestations ne pourront plus être faites à temps ; le respect de la volonté des parties doit entraîner la résolution. Cependant le manquement ayant

eu pour cause un fait de force majeure il n'y aura pas de condamnation à des dommages-intérêts.

2° La force majeure cesse avant la fin du délai d'exécution. La convention peut rentrer en vigueur, les parties doivent reprendre l'exécution de leurs engagements sous peine de résiliation avec dommages intérêts.

3° Enfin, tant que la force majeure et le délai d'exécution durent tous deux, le contrat existe toujours, mais il ne peut pas être exécuté, il sommeille, reste dans un état de vie latente. C'est alors qu'il y a au sens juridique du mot suspension telle que nous l'avons définie : *Une extension des effets de la force majeure permettant de faire échec à la résolution, au cas de manquement non essentiel aux délais prévus dans une convention.*

Dans ce cas, la suspension n'implique pas une simple inexécution matérielle momentanée du contrat, elle comporte en outre un élément essentiel : *la garantie de la possibilité d'une exécution du contrat dans l'avenir.* C'est cet élément fondé sur les notions de durée de l'empêchement et de durée de la possibilité d'exécution qui distingue nettement la conception théorique de suspension, telle que la jurisprudence l'a élaborée, des cas nombreux de suspension de fait que nous avons envisagés.

De cette analyse nous pourrions donc déduire les deux effets essentiels et constants de la suspension. L'arrêt dans l'exécution de la convention et la reprise du contrat lors de la cessation de la force majeure.

a) PÉRIODE D'ARRÊT DANS L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

C'est là l'effet essentiel de l'obstacle de force majeure temporaire, les prestations devenues impossibles ne seront

pas exécutées. Par voie de conséquence les contre-prestations ne seront pas, elles non plus, exigibles. Ainsi, dans les nombreux cas que nous avons examinés, l'impossibilité de livrer des marchandises par suite de faits de guerre : mobilisation, désorganisation des transports, investissements, avait pour corrolaire la dispense pour l'autre partie d'effectuer les paiements relatifs à ces livraisons. De même dans les contrats de travail suspendus durant la mobilisation de l'ouvrier ou employé, pendant la durée de l'absence le patron n'est plus tenu des salaires (Voir dans ce sens Commerce Seine, 24 novembre 1916. G. T. 1917. 2. 31). Il y a comme nous l'avons dit une sorte d'assouplissement de la convention qui cesse de produire tout effet tangible et ne conserve qu'une vie latente, tenant à la survie d'une possibilité d'exécution lorsque les circonstances changeront.

De cet arrêt complet de la vie du contrat quelques conséquences intéressantes peuvent être déduites :

Logements de famille des mobilisés

La suspension complète des prestations des deux parties a entraîné parfois des conséquences qui ont fait hésiter les tribunaux.

Ainsi la jurisprudence de guerre que nous avons examinée admettait en règle générale la suspension du contrat de travail des mobilisés. Fallait-il admettre que le logement accordé par le patron à leur famille et constituant un élément de leur salaire pouvait leur être refusé pendant la période de suspension ? C'était là une appli-

cation, rigoureuse certes, mais parfaitement conforme aux principes de la matière.

La Cour de Caen, dans un arrêt du 28 juillet 1915 (Epoux Coupée c/ Lemoïque S. 1915. 2. 81) s'est prononcée dans ce sens. Il est vrai qu'en l'espèce le patron avait offert à la femme de l'ingénieur mobilisé, une indemnité qui devait lui permettre de trouver un logement équivalent à celui qu'on lui demandait de céder au remplaçant de son mari.

Une solution équivalente du Tribunal de Commerce de Nancy (21 déc. 1916. G. T. 16. 17 p. 467) n'est pas, elle non plus fondée sur les principes de la suspension. Le Tribunal autorisa l'expulsion d'un employé mobilisé en se fondant sur ce fait : qu'étant affecté à une usine et y travaillant pour l'armée il ne touchait pas une solde, mais un salaire !

Il semble bien, en somme, que ce n'est qu'avec une grande répugnance, et dans des conditions de fait tout à fait spéciales, que les tribunaux ont admis cet effet logique de la suspension.

Droit de donner congé

Une autre conséquence de ce principe a fait l'objet d'une interprétation qui nous semble erronée, de la part de M. Radouant dans le chapitre qu'il consacre à notre sujet, dans sa thèse sur « le cas fortuit et la force majeure. »

Pendant la suspension d'un contrat de travail, le patron conserve-t-il le droit de donner congé ? Ayant à trancher la question dans une affaire Paul Mathieu c/ Calm, le Tri-

bunal de Commerce de Nancy, dans un jugement du 26 mars 1917 (G. P. 16. 17 p. 735) (1) répondait négativement en se fondant sur l'analogie entre la situation qu'il examinait et la loi du 18 juillet 1901 relative aux réservistes accomplissant une période d'instruction. L'article 1^{er} de ce texte exclut en effet la durée de la période militaire du délai de prévenance imparti par l'usage.

La Cour de Nancy, dans deux arrêts du 20 juin 1918 (G. P. 1918-19, p. 482) *Calm c/ Rouplet et Calm c/ Mathieu*) admis le même principe, déclarant que le contrat de travail était suspendu pendant la durée des hostilités et que « si l'éventualité d'un renvoi après avis préalable et sans autre indemnité rentre en temps normal dans les prévisions des parties et doit être acceptée tacitement par elles, on ne saurait admettre qu'il en soit ainsi en temps de guerre à l'égard d'un employé mobilisé ».

Commentant ces arrêts, M. Radouant y voit une exception aux principes de la suspension, une restriction apportée par le juge à l'idée que le contrat subsiste. Il nous semble au contraire qu'il n'y a là qu'une application du principe de l'interruption dans l'exercice de la convention. Certes, le droit de donner congé n'est pas une des prestations qu'interdit la force majeure : Le louage de service, fait sans détermination de durée, dit l'article 1780 du Code Civil, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes ». Il peut sembler qu'il y a là un droit dont l'exercice ne saurait être entravé par l'impossibilité temporaire d'exécuter où se trouvent les parties.

(1) V. également : Commerce Nancy, 6 déc. 1915 (*Balland c/ Kuhm et Fleichel*, *D. P.*, 1916, 2-101).

Mais le juge, en prononçant la suspension de la convention entend laisser les choses en l'état, jusqu'au moment où l'obstacle qui s'est manifesté disparaîtra. Son action consiste essentiellement à garantir l'exécution future du contrat. En attendant la convention ne subsiste qu'en puissance, à l'état potentiel. Non seulement les prestations matérielles des parties sont arrêtées, mais même disparaît le droit pour une des parties de remettre en activité le contrat pour en faire jouer l'une des clauses. Or, en l'espèce la faculté que prévoit l'article 1780 n'est qu'une clause implicite de tout contrat de travail à durée indéterminée ; comme telle son application est interrompue, au même titre que toutes les autres clauses de la convention.

Le juge en décidant la suspension a apprécié si l'accord des parties était susceptible d'être interrompu momentanément sans dénaturer leur intention et sans faire jouer aucune clause formelle ou tacite de résolution. Cette décision qu'il a prise s'impose aux contractants, il ne leur appartient pas de lui faire échec en invoquant un droit dont elle a interrompu l'exercice.

Répétition de l'indu

Une autre conséquence de l'arrêt dans l'exécution de la convention mérite d'être examinée car elle permettra elle aussi de préciser la notion de suspension.

La partie victime de l'inexécution peut-elle répéter les sommes afférentes à des prestations non effectuées, qu'elle a payées à l'avance ? La question est complexe et ne comporte pas de réponse absolue. Il sera nécessaire de distinguer différentes éventualités. De prime abord

il semble que fréquemment il doit exister un droit à la répétition.

En effet la suspension au sens juridique de ce mot ne fait pas toujours que *retarder* l'exécution de la convention. S'il en était ainsi il y aurait évidemment aucune raison de réclamer la restitution du paiement fait à l'avance, d'un service ou d'une fourniture devant être rendu ou ou livré postérieurement ; il n'y aurait pas dans ce cas indu mais paiement par anticipation.

Mais la force majeure n'a pas toujours uniquement pour effet de retarder, souvent elle opère une véritable modification du contrat. Comme nous l'avons vu, la suspension juridique est le rapport de deux durées : celle de l'obstacle de force majeure, celle durant laquelle le contrat demeure exécutable. Du fait de la force majeure et pendant tout le temps qu'elle se poursuit, le délai pendant lequel l'exécution reste possible peut diminuer ; cela est très net dans les contrats de livraison périodique ou dans les contrats de travail à durée déterminée. Dans ces cas la suspension opère la résolution d'une partie des prestations qui normalement pouvaient être prévues.

Ainsi, du blé doit être livré à raison de 100 tonnes pendant un an, un employé est engagé, un immeuble est loué pour la même durée. Supposons dans chacun de ces cas un événement de force majeure entraînant la suspension de l'obligation pendant un mois ; du fait même que la convention était à durée déterminée, dans chacun de ces cas il y aura inexécution définitive et résolution pour un douzième des prestations réciproques prévues.

Nous verrons d'ailleurs par la suite, lorsque nous analy-

serons la nature juridique de la suspension, que cette résolution partielle, loin de constituer l'essence et la définition de la suspension n'en est qu'une conséquence occasionnelle. La nature de cette notion juridique étant tout au contraire d'être une assurance de survie du contrat. Quoi qu'il en soit de ce point, il reste qu'une distinction s'impose pour décider si la restitution de livraisons déjà effectuées peut être réclamée en justice, si les contre-prestations ont été interrompues du fait de la suspension.

Ou bien la durée pendant laquelle l'exécution est possible n'est pas limitée. Dans ce cas, lorsque l'exécution redeviendra possible le contrat reprendra toute sa force, sans restriction. Les prestations faites à l'avance recevront à ce moment, et par la marche normale des conventions, leur contre-partie. Il n'y aura pas eu d'indu pouvant faire l'objet d'une répétition, mais paiement d'avance pur et simple. Ainsi dans un contrat de louage de services à durée indéterminée si l'employé avait reçu, au moment où il était tombé malade, quelques jours de salaire d'avance, le patron ne serait aucunement fondé à en demander la restitution, le contrat étant seulement différé et l'ouvrier devant fournir par son travail, après sa guérison, la contre-valeur des sommes qu'il avait reçues.

Ou bien au contraire les parties ont prévu la durée exacte de leurs engagements. Dans ce cas la suspension pourra opérer résolution partielle s'il a été stipulé des exécutions successives et il pourra y avoir eu trop payé de l'une des parties, si elle a déjà exécuté son contrat pour une durée supérieure à la durée pendant laquelle l'exécution

de l'autre partie reste possible. Dans ce cas il y a lieu à restitution de l'indu.

Mais l'on peut remarquer que cette hypothèse se présentera bien rarement en pratique. En effet pour qu'elle ait une portée pratique il faudrait que l'obligation de l'une des parties soit susceptible d'un paiement instantané, alors que l'autre partie devrait s'acquitter de façon successive. Il en est ainsi des contrats comportant la prestation d'un service ou d'un travail en échange d'une dation s'accomplissant instantanément ou d'une rémunération en argent : le louage de chose, de services, le transport, le mandat, etc.

Dans ces contrats, en effet, l'on pourrait concevoir l'utilité pratique de la répétition de l'indu : L'une des parties, ayant exécuté immédiatement, pour le tout, son obligation, pourrait se trouver lésée par l'impossibilité où serait l'autre partie d'exécuter les prestations successives demeurant à sa charge.

Mais traitant de ces contrats M. Cassin fait très justement remarquer dans la thèse qu'il a consacrée à l'*exceptio non adempti contractus* (1) :

« Dans tous ces contrats une personne est tenue d'exécuter la première, et, bien que le Code Civil ne soit pas aussi explicite à ce sujet que les Codes allemand ou suisse, une tradition constante ou des allusions plus ou moins directes de nos lois montrent que sauf convention contraire expresse ou tacite, ou disposition légale expresse, c'est le contractant tenu de fournir la prestation continue ou successive (le bailleur, l'employé, l'entrepreneur, le voiturier,

(1) Cassin : *De l'exception tirée de l'inexécution dans les contrats synallagmatiques*.

le mandataire, le dépositaire) qui est tenu de fournir l'exécution préalable. »

Cette constatation limite singulièrement le champ de notre hypothèse. Le seul cas pratique où la répétition de l'indu semble pouvoir être demandée est celui où la suspension étant prononcée par le juge peu avant le terme d'un contrat successif, l'une des parties aurait déjà exécuté toutes ses prestations. Mais c'est là un cas exceptionnel. L'absence de toute jurisprudence en la matière le montre bien.

b) REPRISE DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT

L'essence même de la théorie juridique de la suspension c'est, nous l'avons vu, la garantie, donnée par le juge, d'une possibilité d'exécution du contrat dans l'avenir. L'obstacle de force majeure lui a semblé ne devoir être que temporaire ; il a estimé d'autre part que l'exécution des conventions des parties pouvait être interrompue sans inconvénient. D'où la conséquence nécessaire : dès que l'obstacle disparaît, l'exécution doit reprendre son cours.

A ce moment les parties se retrouvent dans les liens de leurs engagements. Leurs obligations cependant ne sont pas toujours demeurés identiques, du fait même du temps qui s'est écoulé pendant la suspension.

En effet le juge a estimé que le délai pendant lequel l'exécution demeurerait possible permettait le prononcer la suspension ; mais ce délai, si sa durée était déterminée, a diminué pendant la période de non exécution. Le terme, stipulé par les parties, subsiste, c'est un élément essentiel de l'accord de volonté, intangible pour le juge. Au moment

où la suspension cesse, il continue à rester la limite extrême, passée laquelle l'obligation ne pourra plus être exécutée.

Il se pourra que le temps laissé ainsi à une partie pour se libérer après la reprise du contrat soit matériellement insuffisant ; que le terme trop proche empêche l'exécution de prestation. Il y aurait lieu dans ce cas à résolution sans dommages-intérêts, pour force majeure ; et l'on ne pourra prendre en considération une suspension qui se sera prolongée trop longtemps pour aboutir à son résultat normal : la possibilité d'une reprise du contrat.

Le même effet extinctif du terme se produit dans les contrats prévoyant une prestation continue pendant toute la durée de la convention ; dans les contrats de louage de services ou de louage de chose par exemple. Ici la suspension a pour effet de modifier le contrat, de diminuer la longueur de la période d'exécution prévue par les parties. L'on peut trouver une confirmation de cette solution, qu'imposent d'ailleurs les principes, dans un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 14 décembre 1915 (G. T. 1916-2-4). Il déclarait qu'en droit toute convention contractée pour une durée déterminée s'éteint par l'expiration du temps pour laquelle elle a été formée. Et il tirait de ce principe cette conséquence : que le contrat qui lie un artiste dramatique et un directeur de théâtre, lorsqu'il est conclu pour une durée déterminée prend fin, malgré la guerre et la force majeure qui peut en résulter, à l'expiration du temps pour lequel il a été conclu ; que l'artiste n'est donc pas fondé à soutenir que le contrat, arrivé à expiration à une époque où par suite de la guerre le théâtre

était fermé, doit être prorogé, après la réouverture du théâtre, pour une durée égale à celle de la fermeture.

Dans cette espèce, il est vrai, le terme était venu à expiration alors que le contrat était encore suspendu; mais il est bien évident que le caractère fatal du terme entraîne toujours une modification du contrat, par suite de sa suspension temporaire.

Cet effet de la durée de la suspension se manifeste également en l'absence de terme, dans le contrat à prestations successives. Dans ces cas il y a suppression partielle de l'obligation pour toutes les prestations partielles qui auraient dû être fournies pendant la période où un empêchement de force majeure constituait un obstacle invincible à l'exécution du contrat. Ainsi au cas où des livraisons de marchandises ont été prévues mensuellement, pour une période déterminée, toutes les livraisons partielles relatives aux mois où l'exécution aura été possible, seront résiliées purement et simplement.

Ainsi dès l'abord une réserve doit être faite. Au moment où la suspension de la convention vient à expiration, le contrat doit reprendre vigueur; mais très généralement les parties ne se retrouveront pas dans les liens de leurs obligations, exactement tels qu'ils étaient avant l'interruption due à la force majeure. Par le simple fait du temps écoulé, la convention, tout en restant exécutable sans dénaturer l'intention des parties, sera souvent profondément modifiée : les délais seront raccourcis, des prestations seront devenues inexécutables. Mais c'est le contrat, tel qu'il se présentera au moment où l'obstacle de force majeure aura disparu, qu'il faudra exécuter.

Dès la fin de la période de suspension, c'est-à-dire dès que l'exécution du contrat peut reprendre son cours, les obligations des contractants reprennent toute leur force et sont sanctionnées comme elles l'auraient été si nul événement imprévu n'était venu interrompre la marche normale de la convention.

C'est d'ailleurs très fréquemment lorsqu'ils ont eu à trancher les difficultés qui s'élèvent à ce moment entre les parties que les juges se sont vus dans l'obligation de poser les principes de la suspension des contrats. L'exécution d'une obligation, momentanément interrompue par suite d'un cas de force majeure, étant redevenue possible, l'une des parties somme l'autre de remplir son engagement et sur son refus fondé sur le fait que la force majeure a définitivement anéanti le contrat, l'assigne en résiliation à ses torts et griefs.

Le juge se trouve alors en face de ce dilemme : ou bien admettre qu'il n'y a pas eu suspension, que la force majeure a rendu l'exécution définitivement impossible et résilier le contrat sans dommages-intérêts ; ou au contraire admettre qu'il y a eu suspension, que par conséquent les prestations redevenaient exigibles dès que l'obstacle a disparu et en l'absence de ces prestations résilier le contrat aux torts et griefs du défendeur en le condamnant à des dommages-intérêts.

Ainsi se posait la question dans plusieurs des décisions que nous avons examinées. Citons parmi celles prononçant la résiliation avec dommages-intérêts : Rennes, 9 mai 1871 (D. P. 72. 2. 211), Rouen, 5 juin 1871 (D. P. 71. 2. 178), Nîmes, 4 janvier 1918 (G. T. 1918. 2. 313), Req.

15 novembre 1921 (G. P. 1922. 1. 69). Il s'agissait dans tous ces cas de marchés de livraison et de refus d'exécuter après la cessation de la force majeure.

Ainsi, dès que la suspension a pris fin, le droit commun reprend son empire. Parfois, comme nous venons de le voir, devant le refus d'exécuter de son contractant, l'intéressé peut demander et obtenir la résiliation du contrat et recevoir une indemnité. S'il le préfère, il peut, aux termes du § 2 de l'article 1184, réclamer l'exécution de la convention et dans ce cas le juge se contente d'ordonner l'exécution sous contrainte de dommages-intérêts (Voir dans ce sens, Rouen, 26 juin 1871. — D. P. 71. 2. 177). Enfin, dernière hypothèse, il se peut que la carence du débiteur soit excusable, qu'il y ait eu bonne foi de sa part, qu'il ait cru que l'obstacle était définitif et qu'il n'ait pas pris ses mesures pour exécuter dès que cet obstacle aurait disparu.

Dans ce cas, le juge peut accorder le délai de grâce prévu par l'art. 1184, 3^e alinéa. Ce n'est là pour lui qu'une pure faculté, une mesure d'équité qui se distingue nettement, et le cas que nous envisageons le démontre bien, de la suspension juridique de la convention. Nous pourrions citer comme ayant fait une application intéressante de ce sursis, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 19 octobre 1897 (Mallet c/ Calmet. — D. P. 97. 1. 576). Dans ce cas l'obstacle de force majeure justifiant la suspension de l'exécution était un refus d'autorisation de travaux par l'administration « aussi injustifié qu'imprévisible ». La Cour de Toulouse, dans un arrêt confirmé par la Chambre des Requêtes accorda à l'entrepreneur un délai

de trente jours pour faire savoir qu'il entendait réaliser le contrat, passé lequel délai le contrat serait résolu.

La question de la reprise du contrat à l'expiration de la période de suspension, se pose de la même façon dans les contrats de louage de service. Ici également les parties restent dans les liens de leurs engagements.

Si le contrat de louage de service était à durée déterminée, il continue à courir sans qu'il y ait prorogation du terme. Nous avons cité dans ce sens un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 14 décembre 1925.

Si le contrat était à durée indéterminée, le droit du patron de ne pas reprendre son employé se résoud dans la faculté qu'il a de le congédier dans les conditions prévues par l'art. 1780 du Code Civil. L'on sait que la jurisprudence admet que le renvoi brusque et injustifié de l'ouvrier ou employé donne lieu à l'indemnité dont le principe a été reconnu par la loi du 27 décembre 1890. Cette jurisprudence est d'ailleurs loin d'être homogène, elle admet tantôt que l'absence de juste motif de renvoi de la part du patron est une cause suffisante de condamnation à des dommages-intérêts ; tantôt au contraire elle exige que l'employé ou l'ouvrier congédié fasse la preuve d'un abus de droit, d'une faute caractérisée de la part de l'employeur. Toujours est-il que le seul effet de la suspension est d'empêcher le patron d'invoquer comme motif du renvoi cette suspension elle-même.

S'il le faisait, il y aurait incontestablement renvoi injuste et abusif. Voir dans ce sens un arrêt de la Chambre des Requêtes du 28 juillet 1897 (D. P. 98 1. 116) et Commerce Seine, 30 Mai 1916 (G. P. 16-17. p. 239).

Mais si le patron refuse de reprendre son employé en alléguant un motif raisonnable : nécessité de son commerce, remplacement nécessaire de l'ouvrier indisponible. Il semble bien qu'il n'y aura là de sa part qu'un usage normal de la faculté de résiliation *ad nutum* qui lui est réservée par l'art. 1870.

Enfin, au cas où il se refuserait de reprendre son employé, sans donner aucune raison de sa décision, il semble difficile, en l'état de la jurisprudence, de préjuger de la décision qui serait rendue. Elle serait sans doute fortement influencée par les circonstances de fait et il est à peu près certain que ces considérations seraient prédominantes dans le choix que devrait faire le juge entre la théorie du renvoi abusif parce qu'injustifié et celle de la preuve d'une faute et d'un abus de droit du patron à la charge de l'employé. (Voir l'arrêt de la Chambre Civile du 7 juin 1905. — (Leduc c/ Burlot, D. P. 1908. 1. 74) refusant une indemnité en cas de refus de reprendre un employé. Celui-ci ne faisant pas la preuve d'une faute de la part de son patron). Cette doctrine est d'ailleurs adoptée par la Chambre Civile dans ses derniers arrêts malgré la résistance de la Chambre des Requêtes (1).

(1) Voir sur ce point : Civ., 17 juillet 1919 (*D. P.*, 1920-1-95) ; Civ., 15 mars 1926 (*S.*, 1926-1-118) ; Civ., 25 oct. 1927 (*G. P.*, 11-15 nov. 1927) ; Civ., 13 fév. 1928 (*D. H.*, 1928, p. 200) ; Civ. 19 juillet 1928 (*D. H.*, 1928, p. 464). Dans ces différents arrêts, la Chambre Civile exige la preuve par l'employé congédié d'une faute légalement imputable au patron : la preuve d'une légèreté blâmable, d'un esprit d'animosité, de malveillance ou de mauvaise foi.

Voir en sens contraire : Civ., 22 déc. 1920 (*D. P.*, 1921-1-36). Cet arrêt retient comme élément de faute la durée des services de l'employé et le simple fait de l'absence de tout reproche à son égard. Voir également Req., 2 mai 1924 (*D. H.*, 1924, p. 270) et Req.,

En tout cas le retard qu'apporte le patron dans la reprise du contrat, en laissant son employé sans travail, constitue un manquement qui engage sa responsabilité. Citons dans ce sens un arrêt de la Cour de Caen du 2 février 1916 (G. T. 1916. 2. 443) décidant que la guerre a eu pour effet, non pas de rompre, mais de suspendre les contrats de louage de service, qu'en conséquence, si après avoir été libéré du service militaire, l'ingénieur est venu se mettre à la disposition de son patron et que celui-ci, pendant un mois et sans motif plausible ne l'a pas employé, ses appointements ont recommencé à courir et lui sont dus pour cette période.

22 juillet 1923 (*D. P.*, 1926-1-125). Ces arrêts admettent le droit à des dommages-intérêts en d'absence d'une faute du patron et en raison de la brusquerie et du manque de justification du renvoi. La nouvelle loi du 19 juillet 1928 modifiant l'art. 23 du livre I^{er} du Code du Travail, semble avoir confirmé cette dernière jurisprudence, en décidant que « le tribunal, pour apprécier s'il y a abus, pourra faire une enquête sur les circonstances de la rupture. Le jugement devra, en tout cas, mentionner expressément le motif allégué par la partie qui aura rompu le contrat. »

EXERCICE DU DROIT DE SUSPENSION

Dans notre étude des différents effets de la suspension d'un contrat il nous faut enfin étudier de quelle manière la suspension peut être invoquée, comment une partie peut en faire état devant les tribunaux pour être déchargée de son obligation. Sa reconnaissance par le juge est-elle nécessaire, est-elle subordonnée à certaines formes ?

En l'absence de toute règle écrite dans notre Code Civil, l'on pourrait sans doute essayer de déterminer d'une façon purement théorique les conditions d'exercice de la suspension des contrats. Ce serait une recherche qui aurait un lien étroit avec l'étude de la nature juridique de cette théorie. Ainsi M. Lebreton, dans son étude sur la suspension, partant de ce postulat qu'elle peut être considérée comme une modalité de la résolution des contrats, a éprouvé de grandes difficultés à établir les formes auxquelles pouvait être subordonné son exercice.

Il nous semble d'une meilleure méthode de rechercher, plus simplement, dans quelles conditions pratiques ont été présentés devant les différents tribunaux les différents contrats dont ils ont affirmé la suspension temporaire. Il sera plus utile et plus aisé de généraliser ces observations pratiques que de prendre pour base et de tirer les conséquences d'une théorie juridique, qui aurait le grave défaut de n'être point fondée sur la jurisprudence.

L'étude de toute la jurisprudence ayant trait à la sus-

pension des contrats nous a permis d'établir que le juge n'admettait une interruption dans l'exécution du contrat que lorsqu'elle était légitimée d'une part par une excuse de force majeure et d'autre part par la nature du contrat. Le juge a donc à faire une double appréciation avant d'admettre la suspension ; mais cette recherche est uniquement la constatation d'une situation de fait, existant en dehors de lui.

En somme, demander la suspension du contrat, c'est invoquer à la fois un cas de force majeure et la nature spéciale d'un contrat. L'étude de la jurisprudence aboutit donc à cette constatation : il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de recours obligatoire au juge, d'obligation d'obtenir de lui une déclaration de suspension de contrat. La suspension est un état de fait, une excuse à la non exécution du contrat, née des circonstances. Elle peut être opposée en tout état de cause à la partie qui réclame l'exécution et elle prend juridiquement la forme d'une exception.

Ainsi notre étude jurisprudentielle nous a-t-elle toujours montré la suspension invoquée par l'une des parties pour faire échec à une demande de résolution de la partie adverse.

Tantôt le fournisseur désireux de ne plus exécuter une prestation devenue onéreuse, invoquait la force majeure qui l'avait empêché d'exécuter et demandait la résolution sans dommages-intérêts ; le créancier affirmait alors que l'obstacle n'ayant été que provisoire, les livraisons pouvaient encore être faites. Tantôt au contraire le créancier de la fourniture, las d'avoir attendu, ou s'étant procuré ailleurs les marchandises commandées, opposait la force

majeure et la résolution du contrat au fournisseur qui, désireux d'exécuter, invoquait la suspension de l'obligation.

Dans les deux cas, la suspension était une exception opposée à la demande de résolution de l'autre partie, soit pour obtenir l'exécution du contrat, soit, cas plus fréquent, pour demander la résolution avec dommages-intérêts aux torts et griefs du demandeur qui s'était refusé à exécuter après la cessation de l'obstacle de force majeure.

Les conséquences de ces observations sont évidentes. La suspension du contrat, découlant d'un état de fait qui peut être prouvé par tous les moyens, rien n'oblige la partie mise dans l'impossibilité d'exécuter de s'adresser au juge pour lui demander de justifier sa conduite. Si son co-contractants reconnaît le bien fondé de l'excuse, l'existence de l'obstacle, il y aura suspension juridique du contrat non consacrée par le juge, mais admise par l'accord, même tacite, des parties. Ce n'est qu'en cas de difficultés que les tribunaux sont saisis ; mais en pratique ils seront toujours en présence d'une demande de résolution et d'un défendeur invoquant la suspension du contrat.

Cette suspension étant ainsi considérée, en pratique, comme une exception justifiant l'inexécution du contrat, les problèmes que l'on peut se poser relativement à son exercice disparaissent immédiatement.

L'on s'était posé la question de savoir si la partie victime de l'inexécution, du fait de la suspension du contrat, pouvait exercer le droit d'option prévu par l'art. 1184 du Code Civil et choisir entre la suspension et la résolution du contrat (1). Cette question qui paraît incom-

(1) Voir Lebret (*Op. cit.*, page 602).

préhensible après une étude de la jurisprudence et lorsqu'on considère la suspension comme un échec à la résolution, ne peut se concevoir que dans une théorie cherchant à faire de la suspension une forme de la résolution des contrats et aboutissant ainsi à des difficultés inextricables. De même l'on a pu se demander si la suspension du contrat était subordonnée à une mise en demeure (1). C'est là encore une question qui ne peut procéder que d'une mauvaise analyse de la notion de suspension. Il est bien évident que la partie qui réclame l'exécution doit mettre en demeure celle qui n'accomplit pas ses obligations ; mais cela uniquement pour être à même de demander la résolution. L'excuse de suspension, dérivant d'un fait de force majeure et de la nature du contrat peut évidemment être invoquée en tout état de cause, comme moyen de défense, et cela sans aucune formalité.

(1) Voir Lebreton (*Op. cit.*, page 608).

NATURE JURIDIQUE DE LA SUSPENSION

Nous avons jusqu'à présent étudié dans la jurisprudence la notion de suspension, comme une construction juridique indépendante. Elle a été analysée provisoirement comme une extension des effets de la force majeure, appliquée en cas de manquement non essentiel aux délais prévus par une convention, et permettant de faire échec à la résolution. C'est en considérant de ce point de vue les solutions pratiques admises par les tribunaux que nous avons pu distinguer les cas de suspension juridique des conventions des nombreux cas de simple interruption matérielle dans l'exécution des contrats. Ainsi a été justifié un nouveau critérium permettant de déterminer plus exactement l'objet de notre étude : La suspension comporte la garantie de la possibilité d'une exécution future de la convention.

Ayant défini et précisé les contours de la notion de suspension, nous avons pu étudier quels étaient ses effets, comment ils se manifestent dans la jurisprudence, et dans quelles conditions elle peut être invoquée devant le juge.

Arrivé à ce point, l'on se trouve dans l'obligation de déterminer d'une façon plus précise la nature juridique de cette interruption particulière de la vie d'un contrat, qu'est la suspension. Il faut rechercher quelle place on peut lui assigner dans l'ensemble des institutions juridiques,

si elle est une théorie originale ou si au contraire elle peut être englobée dans une autre théorie, dont elle ne serait qu'un aspect. Cette étude nous permettra, sans doute, de préciser, par comparaison avec d'autres théories, la portée d'application de cette notion de suspension, l'exactitude et la correction juridique des effets que la jurisprudence lui a assignés. Cette étude montrera si, créée par le besoin des circonstances, la notion de suspension a déjà une place marquée dans notre droit, ou si, création arbitraire du juge, elle ne peut être considérée que comme une solution empirique et sans portée.

Déjà lorsque nous avons cherché, pour limiter l'objet de notre étude, de donner une définition de la théorie juridique de la suspension, nous nous sommes trouvés en présence de diverses institutions juridiques : délai de grâce, exception *non adimpleti contractus*, résolution. Une analyse provisoire a essayé de différencier ces institutions de la notion de suspension : nous avons fait entrer dans leurs cadres certaines modalités de l'exécution des contrats qui ne nous semblaient pas être des applications de la théorie que nous étudions. Il faut maintenant essayer de déterminer avec plus de précision la démarcation de ces notions et de celle de suspension, rechercher si elles n'ont aucun point commun et quels effets de l'interruption dans l'exécution d'un contrat, chacune peut expliquer et justifier.

Comme nous l'avons dit, cette étude seule, pourra nous permettre de donner à la création jurisprudentielle qu'est la théorie de la suspension, une véritable existence juridique.

a) SUSPENSION ET DÉLAI DE GRÂCE

La notion de suspension, telle qu'elle a été comprise par la jurisprudence, est une exception offerte au débiteur d'une obligation, lui permettant de ne pas exécuter tant que durera l'obstacle de forme majeure qui justifie son inexécution.

Ainsi définie la suspension se rapproche singulièrement de la notion de délai de grâce. Précisément l'art. 1184 qui est le fondement même de notre théorie, prévoit dans son dernier paragraphe : « la résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances ». Cette faculté laissée au juge, ce pouvoir prétorien dont il dispose d'apprécier en équité, la difficulté, la rigueur des circonstances qu'une partie doit surmonter pour exécuter ses engagements, ne sont-ils pas le fondement même de la notion de suspension. Cette théorie dont fait état la jurisprudence n'est-elle pas une application pure et simple de cette faculté que le législateur a laissé au juge d'accorder, s'il le juge à propos, un délai de grâce au débiteur !

Un autre texte de notre Code Civil ne donne-t-il pas d'ailleurs au juge un pouvoir analogue ? Traitant du paiement des obligations, l'article 1244 s'exprime ainsi : « Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le payement et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état ». Il semble donc bien exister un droit général pour les tribunaux d'apprécier en équité si l'exécution d'un

contrat peut être exigée ou si au contraire les circonstances, la situation du débiteur sont telles qu'il convient d'ajourner l'exécution de ses obligations.

Dans la matière qui nous occupe, l'application de ces textes pourrait sembler s'imposer : les circonstances : un obstacle de force majeure, la position du débiteur : cette situation dans laquelle il se trouve, sont des raisons assez sérieuses pour permettre au juge de différer le moment où il devra remplir ses engagements, jusqu'à ce que la force majeure entravant son activité ait disparu !

Il y aurait là sans doute une explication des plus simples, qui fonderait l'idée de suspension sur des textes précis du Code et laisserait aux tribunaux le plus large pouvoir d'appréciation.

Mais il faut noter une différence essentielle entre cette interruption du contrat accordée par le juge sous le nom de « suspension » et le délai de grâce de l'article 1184. Elle tient avant tout au caractère obligatoire de l'excuse que la jurisprudence fait découler de la notion de suspension. C'est un droit que peut invoquer la partie, un effet de la force majeure qu'il n'a qu'à établir pour être justifié dans son inexécution temporaire. C'est dans ce caractère que réside sa différence essentielle avec le délai de grâce que la loi donne au juge avec la faculté d'en user à son gré.

Et, en effet, ce délai que prévoit l'article 1184 ne suppose aucunement une excuse légale, que pourrait invoquer le débiteur poursuivi. Ce n'est pas un droit sur lequel il pourrait tabler avec certitude, mais un simple acte de mansuétude du juge qui, tenant compte de sa bonne foi,

de sa mauvaise fortune, accepte de lui laisser quelque répit pour lui permettre de s'exécuter. Tout au contraire la jurisprudence admet que la suspension est une conséquence juridique, un effet normal de la survenance d'un fait de force majeure mettant obstacle à la continuation de la vie d'un contrat. Il y a là une règle générale que les parties peuvent prendre en considération, un principe sur lequel les parties peuvent compter.

Et en effet, la suspension ne peut pas être accordée facultativement par le juge. Elle est une conséquence juridique, d'un état de fait, qui s'impose pour lui. Dès qu'il a reconnu l'existence matérielle de l'empêchement de force majeure, dès qu'il a apprécié que le terme stipulé n'était pas un élément essentiel de l'existence du contrat, de cette double constatation, découle pour lui l'obligation juridique absolue de déclarer que l'exécution du contrat devra être interrompue jusqu'à ce qu'elle redevienne possible.

Ici l'appréciation des circonstances n'a pas le même caractère que celle qui permet au juge d'accorder un délai de grâce. Cette dernière appréciation est laissée à son entière initiative ; il peut prendre en considération les éléments qui lui semblent les plus déterminants quels qu'ils soient : moralité du débiteur, bonne foi, gravité de l'infraction, conséquences matérielles qu'elle peut entraîner. En matière de suspension, au contraire, ce sont des faits bien déterminés, invoqués comme des excuses légales par l'une des parties qu'il doit examiner et le résultat de cet examen qui lui est imposé doit dicter sa décision.

Enfin le délai de grâce suppose toujours une obligation

arrivée à échéance, légalement exigible, ayant entraîné une condamnation à exécuter. Le sursis accordé par le juge ne l'est que sous condition, sous menace de la résolution avec dommages-intérêts au cas où l'exécution n'aura pas lieu au terme fixé. Tout au contraire la suspension suppose que l'exécution du contrat n'est pas exigible ; il n'y a pas de condamnation, ni de terme fixe assigné par le juge ; il n'y a pas de menace de résolution prononcée par le tribunal pour assurer l'exécution postérieure de l'obligation. L'existence elle-même de la convention est suspendue ; quand l'obstacle qui la paralyse aura disparu elle reprendra naturellement son cours.

On peut remarquer d'ailleurs que ces notions de suspension et de délai de grâce sont si nettement distinctes qu'elles peuvent se succéder sans se confondre. Nous avons examiné une pareille éventualité en étudiant les effets de la suspension et la reprise du contrat après la disparition de l'obstacle de force majeure. A ce moment, la vie du contrat recommençant, l'inexécution des engagements de l'une quelconque des parties peut donner lieu de nouveau à résolution et c'est alors qu'apparaît le délai de grâce accordé par le juge et ajournant cette résolution.

Ainsi le délai de grâce n'est appliqué que lorsque la suspension cesse (Voir Req. 19 oct. 1897, Mallet c/ Calmet supra).

b) SUSPENSION

ET « EXCEPTIO NON ADEMPLETI CONTRACTUS »

Au cours de notre étude nous avons déjà rencontré la théorie de l'exception *non adempti contractus* ; elle

présente en effet certaines analogies avec la suspension. Elle constitue, elle aussi, une exception justifiant l'inexécution d'une convention par l'une des parties. C'est ainsi que nous avons pu considérer les clauses de suspension conventionnelles, habituellement insérées dans les contrats, comme de simples prévisions de l'usage éventuel de cette exception.

Il y a donc à première vue une certaine similitude entre ces deux institutions. Et l'on serait d'autant plus porté à admettre que la jurisprudence, en posant le principe de la suspension, s'est inspirée de la théorie de l'*exceptio non adempti contractus*, qu'elle n'a jamais fait expressément état de ce principe juridique. L'*exceptio non adempti contractus*, ignorée dans notre ancien droit, absente du Code Civil et reconnue seulement depuis quelques années par les auteurs, n'est pas entrée jusqu'à présent dans la jurisprudence. Certains arrêts, toutefois, semblent faire application de son principe fondé à la fois sur la volonté présumée des parties contractantes et sur l'idée de cause dans les contrats.

Il serait donc possible qu'en admettant l'idée de suspension, les décisions que nous avons rapportées aient fait une application implicite de cette exception.

C'est en se plaçant à ce point de vue que M. Jean Lebret, dans l'article qu'il a consacré à la suspension des contrats (1) s'est demandé si la suspension pouvait être considérée comme une forme particulière de l'*exceptio non adempti contractus*. Cet article étant la seule analyse

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1924, p. 58.

juridique qui ait été publiée sur la question, il nous semble utile de suivre l'auteur dans son analyse et de rechercher si notre conception de la théorie de la suspension, telle qu'elle nous est apparue dans la jurisprudence, nous permet d'aboutir aux mêmes conclusions que lui. Nous serons d'ailleurs amenés à faire, à la suite de M. Lebreton, une analyse toute semblable en examinant si la suspension peut être considérée comme une modalité de la résolution des contrats.

Recherchant si les principes de l'*exceptio non adimpleti contractus* pouvaient être étendus aux situations que nous avons étudiées, cet auteur s'est heurté à deux sortes d'objections qui lui ont paru essentielles.

Et d'abord il fait observer que l'exception permet simplement, à celui qui s'en prévaut, de retarder son exécution tant que son co-contractant ne s'est pas lui-même exécuté. Elle ne permettrait pas d'obtenir un résultat plus énergique, savoir le droit d'agir en justice pour obtenir la répétition des prestations que l'on a faites sans cause. M. Lebreton attache une grande importance à cette constatation.

Nous avons admis nous-même en étudiant les effets où la répétition de prestations indues pouvait être réclamée; notamment lorsque la suspension étant prononcée par le juge peu avant le terme d'un contrat successif, l'une des parties aurait déjà exécuté toutes ses prestations. Mais c'est là un cas assez exceptionnel et cette première divergence entre les effets des deux théories ne semble pas essentielle.

D'autre part M. Lebreton constate dans son article que l'*exceptio non adimpleti contractus* n'implique qu'un retard dans l'exécution du contrat et que jamais elle n'entraîne la dispense même partielle de l'exécution d'une obligation ; elle n'agit qu'à la manière d'un terme, le contrat restant intégralement maintenu. Comme dit Saleilles (1) : « Lorsqu'elle oppose une exception pour se dispenser de payer (il s'agit de la partie qui invoque l'*exceptio non adimpleti contractus*) « ce n'est pas une rupture du contrat qu'elle demande, c'est un ajournement qu'elle réclame, de l'obligation qui lui incombe ; et, par suite, c'est le maintien même du contrat qu'elle invoque, puisque le terme dont elle se prévaut n'a d'autre but que d'en procurer plus sûrement de part et d'autre l'exécution ».

C'est là pour M. Lebreton une considération essentielle rendant totalement impossible le rattachement de la notion de suspension à celle d'*exceptio non adimpleti contractus*. En effet, pour lui le caractère essentiel de la notion de suspension est d'impliquer toujours une inexécution partielle de l'obligation. Cela dérive de sa définition elle-même de la notion de suspension « la suppression temporaire et définitive des effets d'un contrat successif ». Cette notion prenant ainsi le caractère d'une forme particulière de la résolution d'un contrat.

Nous discuterons dans notre chapitre relatif aux rapports de la suspension et de la résolution, la conception de cet auteur. Nous pouvons nous contenter pour le moment de remarquer que l'analyse de la jurisprudence que nous

(1) *Du refus de paiement pour inexécution du contrat*. (*Annales de droit commercial*, 1893, p. 26). Cité par Lebreton, *op. cit.*, p. 592.

avons étudiée ne mettait pas en lumière l'importance de ce caractère de la suspension. Pratiquement, dans tous les cas où elle se présentait, la suspension était invoquée comme un moyen, tiré d'une excuse de force majeure, d'obtenir un délai dans l'exécution de prestations prévues contractuellement. L'inexécution partielle pouvant résulter de cette interruption n'était qu'un caractère accidentel découlant de la nature du contrat (dans un contrat de livraisons successives à termes fixés, par exemple) mais n'était nullement la conséquence essentielle de la suspension.

Le second caractère de l'exception *non adempti contractus* ne nous semble donc pas, lui non plus, établir une démarcation absolue entre cette institution et celle que nous étudions.

Leur différence fondamentale ne tient pas, en effet, à leurs conséquences, toutes deux, en effet, sont des exceptions, permettant de ne pas exécuter temporairement un contrat, mais elle tient à leur raison d'être, aux considérations qui les justifient. C'est de ce point de vue qu'elles ne peuvent être aucunement assimilées et qu'une démarcation très nette entre leurs domaines d'application peut être établie.

L'exceptio non adempti contractus, a en effet pour fondement la notion de cause dans les contrats synallagmatiques. L'obligation de chaque partie a pour cause juridique l'obligation corrélatrice de l'autre partie.

Il s'en suit que l'inexécution par l'un des co-contractants de ses engagements doit entraîner pour l'autre la faculté

de refuser à son tour d'exécuter. Il y a là une défense découlant de la nature du contrat.

Tout au contraire la suspension est une excuse tirée non pas de la carence de l'autre partie, mais d'un événement extérieur étranger à la personne des contractants, d'un obstacle de force majeure rendant temporairement impossibles les prestations prévues. L'origine et la cause de ces deux excuses ne peuvent être confondues (1). L'on peut d'ailleurs remarquer que l'*exceptio non adimpleti* peut toujours être invoquée lorsqu'il y a suspension du contrat, mais seulement par la partie contre qui est invoquée la suspension. La suspension empêchant l'exécution de l'une des parties, l'autre partie est toujours fondée à refuser de son côté l'exécution de ses engagements réciproques; c'est là une des conséquences de la suspension que nous avons étudiées. Cette remarque illustre bien le caractère tout à fait distinct de ces deux théories.

(1) L'on peut citer dans ce sens un arrêt récent de la Chambre des Requêtes du 30 juillet 1928 (Meylan c/ Baron, *D. H.*, 1928, p. 493). La suspension de l'obligation que l'arrêt déclare ici justifiée était en l'espèce non pas une suspension au sens juridique du mot, mais le simple exercice de l'exception *non adimpleti contractus*.

Il s'agissait d'une vente de fonds de commerce, avec interdiction pour le vendeur d'exercer un commerce similaire dans la même ville. « Mais attendu que, sans se référer aux règles de la compensation comme il est soutenu à tort à l'appui du pourvoi, l'arrêt attaqué, après avoir justement rappelé qu'un vendeur ne peut demander la résolution de la vente par défaut de paiement du prix qu'autant qu'il satisfait à ses propres engagements, a souverainement constaté que la concurrence déloyale dénoncée entraînerait une véritable éviction partielle de l'achalandage vendu et déclaré que les époux Meylan en devaient garantie à l'acheteur, qu'il a décidé en conséquence et à bon droit que les époux Baron *avaient été fondés à suspendre le paiement du prix* et repoussé la demande en résolution du contrat des époux Meylan.

c) SUSPENSION ET RÉOLUTION

Continuellement au cours de notre étude, nous avons vu s'affronter ces deux notions de suspension et de résolution, la première faisant toujours échec à la seconde. Il peut donc sembler paradoxal de rechercher si ces deux théories n'ont pas un caractère commun. Si elles ne se rapprochent pas à un tel point qu'elles pourraient être considérées comme deux aspects différents d'une même situation juridique : savoir l'inexécution partielle ou totale du contrat.

L'étude de la jurisprudence par laquelle nous avons commencé notre étude ; les commentaires que nous avons donnés de cette jurisprudence ne semblent pas pouvoir nous permettre un pareil rapprochement. Il serait d'ailleurs absolument contraire à la définition que nous avons donnée de la suspension juridique : « Une extension des effets de la force majeure, permettant au cas de manquement non essentiel aux délais prévus dans une convention de faire échec à la résolution pour inexécution des engagements prévus ».

Et cependant c'est à cette assimilation de la notion de suspension et de celle de résolution que s'est rangé le seul auteur qui ait fait une étude juridique de la théorie que nous étudions (1). Pour lui la suspension peut être considérée comme : « Une résolution temporaire se plaçant au cours de l'existence d'un contrat successif ». En partant de ce point de départ cet auteur a conçu une très belle synthèse, qui en tenant compte des tendances actuelles de la

(1) Jean Lebreton : *Suspension et Résolution*, op. cit.

jurisprudence, arrivait à unir en un même système : la résolution, la suspension, l'*exceptio non adimpleti contractus*, et même la théorie des risques.

Il n'en reste pas moins que la conception qui servait de fondement à cette intéressante construction juridique, était une interprétation de la notion de suspension diamétralement opposée à celle que nous avons envisagée. Il nous semble donc nécessaire, pour nous faire une idée tout à fait claire de la question, d'examiner comment une telle divergence de points de vue a pu s'établir. Dès l'abord il semble évident qu'elle ne peut tenir qu'à un point de départ différent et au fait que les situations juridiques, qualifiées de suspension n'ont pas été identiquement les mêmes dans ces deux études.

Pour apporter une clarté suffisante dans cette notion assez complexe il nous faudra étudier dans son fondement même, la démonstration de M. Jean Lebreton.

Dès l'abord cet auteur distingue la notion juridique de suspension qu'il entend étudier de quelques situations voisines : par exemple le simple retard dans l'exécution d'une obligation ou la suspension de l'obligation de l'une des parties seulement.

Pour lui il n'y a véritablement suspension que lorsque dans un contrat successif il y a une suppression temporaire et définitive de certains de ses effets.

Il donne en exemple de cette inexécution partielle :

1° La loi du 18 juillet 1901 prévoyant la suspension des contrats de travail des réservistes pendant leurs périodes d'instruction militaire, et la loi du 27 novembre

1909 réglementant la suspension du travail des femmes pendant la période de l'accouchement ;

2° Les clauses contractuelles, nombreuses qui prévoient une suspension des prestations, dans un contrat de fournitures, en cas d'absence de paiement régulier de ces prestations ;

3° Les applications jurisprudentielles de la notion de suspension qui ne sont considérées d'ailleurs que dans leur ensemble et sans étude de détail.

Ces diverses sources permettent à l'auteur, de considérer comme étant le caractère prédominant de la notion juridique de suspension : une inexécution partielle dans un contrat successif. Ainsi dans un contrat de bail, si pour une raison de force majeure il y a défaut de jouissance pendant six mois, il n'y aura plus exécution totale du contrat. Au cas d'une grève, durant quinze jours, si l'on fait application de l'idée de suspension, le contrat de travail sera anéanti pendant 15 jours.

D'où cette conséquence : l'on peut considérer la suspension comme « une résolution temporaire se plaçant au cours de l'existence d'un contrat successif ». « De même que la résiliation est une forme de résolution qui ne vaut que pour l'avenir et laisse subsister le contrat dans le passé, de même la suspension, forme un peu plus assouplie encore de l'idée de résolution ne vaudrait que pour une période bien déterminée et laisserait subsister le contrat aussi bien après qu'avant la période de suspension ».

Et l'auteur invoque à l'appui de sa thèse toutes les décisions jurisprudentielles prononçant une résolution partielle des contrats. Résolution partielle, résiliation, suspen-

sion sont des modalités d'une même opération juridique, la suppression partielle des effets d'un contrat.

Telle est la thèse de M. Lebreton, son point de départ, et la conséquence à laquelle il aboutit. Notre étude a suivi une marche différente. Pour arriver à nous faire une idée précise de ce que pouvait être d'un point de vue uniquement juridique le fondement et les limites de la notion de suspension, nous nous sommes contenté d'étudier attentivement les solutions données par la jurisprudence.

Cette recherche nous a amené à une double constatation : La première c'est que la suspension était toujours considérée comme un effet d'un obstacle de force majeure d'une durée limitée. La seconde c'est que la suspension était toujours invoquée comme un moyen de défense pour combattre une demande en résolution de la convention intervenue.

C'est en partant de ces constatations, que nous avons distingué la théorie de la suspension, telle que la concevait la jurisprudence, des situations de fait qui à première vue pouvaient sembler analogues. C'est ainsi que nous avons écarté les cas de retard, d'inexécution partielle entraînant une simple condamnation à des dommages-intérêts, les inexécutions temporaires au cours d'une instance judiciaire, les cas d'application de l'exception *non adimpleti contractus*. Nous avons également dû écarter les clauses conventionnelles ordinaires, prévoyant une suspension de contrat, qui n'étaient que des modalités contractuelles de l'*exceptio non adimpleti contractus*.

Dans toutes ces hypothèses, en effet, il n'y avait pas suspension au sens juridique du mot, c'est-à-dire, interrup-

tion dans l'exécution du contrat à la suite d'un obstacle de force majeure, mais simple interruption, de fait, pour des raisons diverses.

Ainsi, l'étude de la jurisprudence nous a permis de clarifier cette notion de suspension et d'autre part d'apprécier son but pratique : Eviter aux parties qui ont été dans l'impossibilité momentanée d'exécuter de subir la résolution de leur contrat.

Est-ce à dire que la définition de M. Lebret, considérant la suspension comme une résolution partielle d'une convention, n'est pas conforme aux faits. Nullement ! Comme nous l'avons indiqué en étudiant les effets de la suspension et notamment la reprise de la vie du contrat après la disparition de la force majeure, le contrat après l'expiration de la période de suspension ne se présente jamais dans les mêmes conditions qu'à l'origine.

Du seul fait que le temps s'est écoulé, il y a eu des modifications dans les obligations des parties ; mais pour que le juge prononce la suspension il a fallu que ces changements ne soient pas assez importants pour modifier l'essence du contrat, la cause des obligations réciproques.

Au cas de contrat à durée indéterminée, l'effet de l'interruption sera évidemment nul, l'obligation restant dans l'avenir ce qu'elle était dans le passé ; mais lorsqu'un terme aura été prévu il est bien certain que la suspension entraînera la suppression partielle des obligations des parties.

Comme il est naturel, il y a donc dans l'analyse de M. Lebret une part de vérité ; la suspension entraînera parfois une suppression partielle des obligations prévues

au contrat. Mais selon nous, ce caractère de la notion de suspension n'en est qu'un caractère secondaire et nullement nécessaire. Son caractère essentiel étant avant tout d'être une conséquence d'un obstacle de force majeure, permettant de faire échec à la résolution.

Nous devons d'ailleurs remarquer que notre conception, imposée par l'étude de la jurisprudence est plus simple que la théorie de la suspension-résolution, explique mieux l'intérêt pratique de la notion étudiée et ne présente pas les difficultés juridiques presque inextricables auxquelles cette théorie aboutit.

En effet l'assimilation de la suspension à la résolution entraîne des conséquences théoriques difficiles à admettre.

Et d'abord qu'est-ce donc qu'une résolution temporaire d'un contrat, qui laisserait intacts les effets antérieurs et postérieurs à la période de suspension ? Comment cette suppression temporaire peut-elle être qualifiée résolution ? N'y a-t-il pas là une extension arbitraire de l'usage d'un terme juridique ? En effet la notion de résolution, est tout à fait distincte de celle d'interruption ou même de celle de suppression ; elle a un sens technique précis, savoir l'anéantissement d'un contrat dans l'avenir et sa destruction rétroactive dans le passé. La notion de résiliation implique également une destruction du contrat dans l'avenir. C'est là le caractère essentiel de ces deux institutions et n'est-ce pas un abus que d'admettre la possibilité d'une résolution ou d'une résiliation d'un contrat qui resterait exécutable dans l'avenir ?

Il est d'ailleurs impossible d'invoquer à l'appui de cette thèse la jurisprudence admettant la résolution partielle des

contrats. Il y a là d'ailleurs une expression impropre. Jamais les tribunaux ne résolvent pour partie un contrat. Que font-ils : Au cas où l'une des parties, contre laquelle on demande la résolution pour inexécution de ses obligations, a déjà effectué des prestations partielles qui sont de nature à procurer un avantage sérieux au créancier, les juges se reconnaissent simplement le droit d'apprécier si la résolution doit être prononcée. S'ils le jugent utile, ils peuvent maintenir le contrat et indemniser le demandeur de l'inexécution partielle au moyen d'une condamnation du débiteur à des dommages-intérêts (1). Mais jamais les tribunaux ne se reconnaissent le droit de modifier les conventions des parties, ils maintiennent le contrat ou le résolvent : Dans aucun cas ils ne prononcent une « résolution partielle » du contrat ; ce qui serait d'ailleurs juridiquement inconcevable.

Remarquons qu'en dehors des difficultés juridiques qu'elle présente dans son fondement même la théorie de la « suspension-résolution » entraîne par ses conséquences des difficultés presque inextricables. C'est à elles que M. Lebreton s'est heurté dans son analyse juridique et il a fallu tout son talent et toute son ingéniosité pour en venir à bout.

En effet les principes de la résolution accordent à la partie victime de l'inexécution un droit d'option. Ce droit est formellement prévu par le second alinéa de l'art. 1184 du Code Civil. La partie envers laquelle l'engagement n'a

(1) Voir parmi les arrêts les plus récents, faisant application de cette jurisprudence : Civ. rej., 11 avril 1918 (*D. P.*, 1921-1-224) et Req., 21 déc. 1927 (*D. H.*, 1928, p. 82).

point été exécuté à le choix, ou de forcer l'autre partie à l'exécution de la convention ; ou de demander la résolution. Comment un tel choix est-il compréhensible en matière de suspension ?

D'autre part le droit de demander la résolution est subordonné à une mise en demeure préalable. Qui ferait cette mise en demeure ? Quel serait son but ?

Il y a là une suite de « pseudo-problèmes » qui ne dérivent que d'une mauvaise position de la question. Dès que l'on considère que le caractère essentiel de la suspension est d'entraîner une suppression partielle des effets du contrat, dès que l'on cherche à la rapprocher de la résiliation ou de la résolution, on dénature son but, sa nature, on crée arbitrairement des difficultés que l'on ne pourra plus surmonter.

A quel point au contraire l'examen pratique des cas d'espèces dans lesquels la suspension a été prononcée par le juge éclairent mieux la matière. Ainsi nous pouvons saisir la raison d'être de cette notion, le but que poursuit le juge en l'appliquant. Ses effets, ses conditions d'existence en découlent tout naturellement.

En prononçant la suspension les tribunaux n'ont eu qu'un but : maintenir l'existence d'un contrat dont un obstacle de force majeure empêchait momentanément d'exécuter les conditions. Ils ont voulu se dégager des termes rigoureux de l'article 1184 du Code Civil, qui prévoit en cas d'inexécution des conditions d'un contrat, le droit de demander la résolution. Ils ont voulu adoucir leur jurisprudence qui admettait l'exercice de ce droit, même en l'absence de fautes de la part du débiteur.

Ainsi la volonté des juges a été de tenir compte d'une excuse de force majeure et de s'en servir pour faire échec à une demande en résolution. Tel est le fondement de la théorie de la suspension, dans les différentes décisions que nous avons étudiées.

Nous voyons donc que le caractère essentiel de notre théorie est d'être un obstacle à la résolution d'un contrat. C'est de la part du juge une garantie de l'exécution possible de ce contrat dans l'avenir. Là est toute son originalité et tout son intérêt pratique.

Certes, cette analyse nous amène à une synthèse moins brillante que celle qu'a permis la conception qui faisait de la suspension un aspect de la résolution des contrats ; mais nous espérons qu'étant plus précise et tenant mieux compte de la réalité elle présentera plus d'intérêt pratique.

d) SUSPENSION ET THÉORIE DES RISQUES

La théorie de la suspension étant distincte des théories voisines avec lesquelles il semblait, à première vue, qu'elle aurait pu se confondre ; il importe de rechercher quelle place elle occupe dans l'ensemble du droit.

La suspension prévoit une inexécution partielle d'un contrat à la suite d'un empêchement de force majeure. Elle se rapproche donc singulièrement de la théorie générale des risques, qui prévoit tous les cas où l'un des contractants est empêché d'exécuter son obligation par un événement indépendant de sa volonté. C'est là le risque du contrat : Normalement celui qui n'a pas pu exécuter par suite d'un obstacle de force majeure est dégagé de son

obligation, l'autre partie se trouve libérée de son côté. Si dans ces conditions l'un des contractants demeure obligé d'accomplir sa prestation, sans pouvoir espérer de contrepartie, on dit qu'il a le risque du contrat à sa charge.

Or notre notion de suspension prévoit la solution d'une difficulté analogue : Un obstacle de force majeure est venu entraver l'exécution prévue dans la convention des parties. Que deviendront leurs obligations ?

Ici, toutefois, l'empêchement apporté n'a pas le caractère absolu que l'on rencontre habituellement dans l'étude de la théorie des risques. Il est partiel et momentané : car il dérive d'un obstacle temporaire.

Dans un cas semblable quelle devrait être la solution que donnerait une analyse juridique des principes de la nature ?

Cette discussion a été faite par M. Capitant dans son ouvrage sur la « Cause des Obligations » qui a définitivement éclairé la matière.

Le fondement même de cette analyse est la recherche de l'intention commune des parties, de la cause de leurs obligations. Ce qu'ils ont en vue, en contractant, c'est d'abord d'obtenir un engagement de l'autre partie ; mais leur but profond, la cause véritable du contrat c'est la volonté d'obtenir les prestations qu'ils avaient prévues.

Dans ce cas quelle doit être la conséquence d'un obstacle de force majeure temporaire ? Deux hypothèses peuvent être envisagées :

Ou bien le délai pendant lequel la livraison devait être faite, était un délai de rigueur dans l'intention des parties ; dans ce cas la prestation faite après la cessation de la force

majeure ne sera plus celle sur laquelle on comptait ; elle aura perdu son utilité. La cause même du contrat aura disparu et la partie lésée devra être en droit de réclamer la résolution de la convention. Cette résolution d'ailleurs pourra être réclamée par les deux parties, puisque l'obligation disparaît du fait même qu'elle est devenue inexécutable dans le délai stipulé.

Ou bien au contraire aucun délai n'aura été prévu, ou s'il l'a été, cela n'aura été qu'à titre indicatif et sans qu'il soit un élément essentiel de l'accord des parties. Dans ce cas le retard apporté dans l'exécution du contrat ne compromettra pas son utilité. Le créancier de l'obligation n'aura aucun droit à demander la résolution ; tout au plus si le retard diminue de quelque manière la valeur de la livraison qui lui aura été faite, pourra-t-il demander une réduction proportionnelle de ses propres engagements.

Telles sont les conséquences théoriques auxquelles aboutit, interprétée à la lumière de la notion de cause, l'idée de risque dans un contrat dont l'exécution est momentanément interrompue par un obstacle de force majeure. Or, toute la théorie jurisprudentielle de la suspension, n'est qu'une application intégrale de cette solution. Devant rechercher l'effet d'un empêchement de force majeure interrompant les prestations prévues dans une convention, elle se préoccupe de savoir si l'interruption détruira ou non l'utilité de cette convention, si le retard entraînera des conséquences contraires à la volonté des parties.

Dans le premier cas elle prononce la résolution de la convention, dans le second elle admet une suspension,

assurant la survie du contrat et faisant échec à toute demande en résolution.

La théorie de la suspension, n'est donc pas une création arbitraire de la jurisprudence, imposée par les troubles multiples de la vie des contrats qu'engendre la situation économique des périodes de guerre. Elle n'est pas une mesure de circonstance appelée à disparaître, mais bien au contraire l'application stricte d'une grand théorie juridique qui projette la plus vive lumière sur tout le droit des obligations. Elle est une des nombreuses applications éparses et inconscientes de la notion de cause qui se retrouvaient dans la jurisprudence ; applications que l'ouvrage de M. Capitant sur la cause des obligations a définitivement éclaircie et systématisées en leur rendant leur portée et leur valeur véritables.

UNE APPLICATION DE LA NOTION
DE SUSPENSION
LE DROIT DE GRÈVE

Il serait impossible de terminer cette étude sur la suspension dans l'exécution des contrats, sans traiter d'une matière extrêmement controversée en doctrine : la nature de la grève et la question de savoir si elle est ou non une rupture du contrat de travail ? En effet, dans cette discussion la plupart des auteurs ont fait intervenir la notion de « suspension » et c'est certainement en cette matière qu'elle a été la plus employée. Or, ce qui frappe dans l'usage qui en a été fait, c'est le vague du sens qui lui a été donné, l'absence d'une définition juridique pouvant servir de base à la discussion.

La question qui se posait était la suivante : Des ouvriers se mettant en grève entraînent-ils la rupture de leur contrat de travail ou se contentent-ils d'en suspendre l'exécution ? En fait la solution de cette controverse conduirait à des conséquences pratiques intéressantes :

1° Si la grève est une rupture de contrat de travail, elle peut entraîner aux termes de l'article 1780 le paiement d'une indemnité, si le préavis obligatoire qu'imposent les usages n'a pas été donné. D'autre part elle pourrait donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts si elle constituait une rupture abusive d'un contrat à durée déterminée.

2° A l'expiration de la grève, si elle constitue une rupture, le patron n'est pas obligé de reprendre les mêmes employés, il peut réembaucher à son gré.

Au contraire, si le contrat continue d'être la loi des parties, en refusant de reprendre à son service les ouvriers grévistes, le patron dénoncerait le contrat et serait passible d'une condamnation à des dommages-intérêts.

3° Au cas où un accident du travail se produirait moins d'un an après la reprise du travail, la question se poserait de savoir sur quel salaire de base la rente prévue par la loi du 9 avril 1898 devrait être calculée.

Au cas de suspension : sur le salaire des douze mois de travail précédant l'accident. En cas de rupture, sur le salaire reçu depuis la grève, augmenté du salaire moyen qui aurait été gagné, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, par un ouvrier de la même catégorie.

Tel était le problème. La plupart des auteurs soutenaient la thèse de la suspension (Wahl, Planiol, Baudry-Lacantinerie, Pic, Bayart (1), mais une jurisprudence constante de la Cour de Cassation affirma que la grève constituait une rupture du contrat de travail.

Nous pouvons citer un arrêt de la Chambre des Requêtes du 18 mars 1902 (D. P. 1902 1. 323, Loichot

(1) V. Planiol, *Note sous Dalloz* (D. P., 1904-1-289) ; *Traité de droit civil*, 10^e édit., t. 2, n° 1816 bis. — Pierre Bayart, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1904, p. 534 et suiv. — Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 5^e édit., n° 311. — *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 27 et suiv. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du louage*, 3^e édit., t. 2, n° 2963. — Wahl, *Note au Sirey*, 1906-1-497.

c/ Huffer) condamnant un ouvrier à une indemnité pour non observation du délai ordinaire de prévenance.

Un arrêt de la Chambre Civile du 4 mai 1904 (D. P. 1904. 1. 289, Couzy c/ C^{ie} des Forges de Chatillon) calculant le salaire devant servir de base à la rente due à la suite d'un accident du travail, et ne tenant compte que des salaires effectivement touchés depuis la grève et du salaire moyen qui aurait pu être touché pendant la période de chômage volontaire.

Un arrêt du 13 novembre 1906 de la Chambre Civile (D. P. 1907. 1. 372, Christophè et C^{ie} c/ Tardy) refusant à l'ouvrier que le patron n'a pas voulu reprendre à son service une indemnité pour renvoi injustifié.

Un autre arrêt du 15 mai 1907 (D. P. 1907. 1. 369, Valentin Roussel et Fils c/ Chambeau), dans le même sens.

Un arrêt du 29 décembre 1925 (D. P. 1927. 1. 86, Sassi c/ Mangli) accordant au patron des dommages-intérêts pour rupture du contrat de travail par un ouvrier avant l'achèvement de travaux commandés.

Signalons encore un arrêt récent de la Chambre Civile du 16 novembre 1927 (D. P. 1928. 1. 33, S^{ie} des Etablissements Rolland-Pilain c/ Lautier et autres) apportant une atténuation à la sévérité de cette jurisprudence en déclarant qu'en l'espèce « en marquant un temps d'arrêt dans leur travail » les ouvriers n'avaient pas eu l'intention de faire grève mais d'attirer l'attention des nouveaux directeurs sur leurs salaires.

La jurisprudence de la Cour de Cassation est donc des plus fermes et admet sans exception la thèse de la rup-

ture. L'on peut d'ailleurs remarquer que plusieurs auteurs se rallient à cette thèse (1).

Examinons les arguments que l'on peut invoquer à l'encontre de cette opinion.

L'on fait d'abord remarquer que l'exercice de la grève est devenu un droit depuis la loi du 25 mai 1864 et les modifications qu'elle a apportées à l'article 414 du Code pénal.

Le but de la grève n'est d'ailleurs pas la rupture du contrat de travail. En effet, qu'est-ce que la rupture d'un contrat ? Si l'on entend par rupture la simple inexécution du contrat de travail, dans ce cas sans doute l'exercice du droit de grève constituerait une rupture du contrat, mais la conséquence de cette rupture-inexécution ne serait pas nécessairement la disparition des obligations des parties. L'inexécution pure et simple n'entraîne pas par elle-même la résolution, elle permet à la partie lésée d'obtenir des dommages-intérêts ou de forcer à l'exécution du contrat la partie défaillante.

Si l'on entend au contraire par rupture du contrat de travail, sa résolution, l'on ne peut dans ce cas assimiler la grève à la rupture, puisqu'elle n'est qu'un état de fait et ne peut être considérée comme entraînant la résolution, celle-ci en l'absence de clause spéciale, ne pouvant être prononcée que par décision de justice.

Enfin la rupture peut être considérée, comme étant une

(1) Voir Capitant et Cuche, *Précis de Législation industrielle*, n° 449. — Bry et Perreau, *Les lois du travail industriel*, 6° édit., n° 633. — Scelle, *Précis élémentaire de Législation industrielle*, p. 277.

forme de résiliation d'un contrat à durée indéterminée. Dans ce cas la question de la rupture dépend uniquement d'une interprétation de la volonté des parties. Pour qu'elle puisse être invoquée, il faut qu'en cessant le travail les grévistes aient eu l'intention d'anéantir la convention qui les liait à leurs employeurs. C'est sur ce terrain que se sont placés les auteurs refusant de voir dans l'exercice du droit de grève la volonté de rompre le contrat de travail.

Les ouvriers, en cessant le travail, interrompent l'exécution du contrat, mais ils ne veulent pas le résilier. Souvent ils n'ont même pas l'intention de changer les conditions de leur travail, leur salaire. Souvent leur but est le renvoi d'un ingénieur, d'un contremaître ou une manifestation politique. Ici évidemment les grévistes ne veulent pas résilier leurs engagements. Mais même lorsqu'ils réclament des modifications du contrat de travail, ils ne comptent pas les obtenir en anéantissant leur contrat primitif, mais en obligeant le patron à les accorder, au moyen d'une cessation de travail.

Et ici intervient la notion de la suspension. Les auteurs affirment : Il n'y a pas rupture de contrat mais suspension momentanée dans son exécution. Il faut distinguer entre la rupture de fait et la rupture de droit, entre l'existence juridique d'un contrat et son exécution matérielle.

Le contrat peut subsister juridiquement, sans que les parties exécutent leurs obligations. Et l'on invoque à l'appui de cette thèse, soit le refus d'exécuter tiré de l'*exceptio non adempti contractus*, soit les motifs de force majeure qui interrompent l'exécution du contrat, et

qui constituent les cas de suspension juridique tels que nous les avons analysés.

De cette analyse l'on tire la conséquence suivante : la cessation de travail n'entraîne pas juridiquement l'anéantissement du contrat qui est resté « suspendu » pendant la période de grève.

A cela les auteurs admettant la rupture du contrat répondent :

1° Que sans doute la grève est devenue un droit pour tout ouvrier. Mais que l'exercice d'un droit peut entraîner une condamnation civile en dommages-intérêts, s'il entraîne des fautes ou des manquements à une obligation contractuelle.

Le droit de grève ne délie d'aucun engagement, il laisse subsister la possibilité d'une condamnation à des réparations *ex-contractu*.

2° Normalement les grévistes cessent le travail pour obtenir de meilleures conditions de travail, pour acquérir un nouveau contrat. Il ne faut pas confondre une considération subjective : le désir des ouvriers de ne pas rompre toutes relations avec leur employeur, de reprendre chez lui le travail, avec la considération du but poursuivi : changer de contrat.

En cessant le travail, en réclamant de nouvelles conditions les grévistes expriment nettement leur volonté : rompre leurs engagements antérieurs.

3° Au cas où la grève n'aurait pas un objet professionnel, mais, un but de solidarité ou de politique, elle constituerait une faute professionnelle pouvant entraîner la résiliation aux torts et griefs des grévistes.

4° La grève ne serait pas une rupture du contrat de travail lorsqu'elle serait imposée à l'ouvrier. Il y aurait dans ce cas interruption volontaire, motivée par un cas de force majeure.

Comme nous l'avons vu c'est cette théorie que la Cour de Cassation a adoptée. Elle n'a jamais admis la thèse de la simple suspension de fait du contrat de travail et a également écarté les théories qui voyaient dans le droit de grève un acte collectif, auquel ne pouvaient s'appliquer les textes du Code Civil qui sanctionnent les cas de rupture individuelle d'un contrat.

Telle est la position des doctrines en présence. Devant cette divergence de vues, il nous a semblé intéressant de rechercher à quelles conséquences devrait entraîner dans ce cas particulier la théorie jurisprudentielle de la suspension que nous avons étudiée.

Dès l'abord elle nous permettra de dissiper une équivoque qui résulte du caractère trop vague de la notion de « suspension » admise par de nombreux auteurs. Ceux-ci en effet mélangent sous ce nom des hypothèses, très diverses, d'interruption des contrats que nous avons déjà eu l'occasion d'analyser.

Ecartons immédiatement l'interruption résultant de l'*exceptio non adempti contractus*, elle ne pourrait être invoquée que par le patron, et n'a rien à voir dans le débat.

Parmi les autres causes d'interruption possibles, il nous faut mettre à part celles qui ont pour fondement un événement de force majeure. Ici, nous sommes dans le cadre de la théorie jurisprudentielle de la suspension. Il y a obstacle empêchant temporairement l'exécution des obli-

gations des parties. Le contrat de travail étant généralement à durée indéterminée le délai d'exécution n'est pas un de ses éléments essentiels. Dans ces conditions les tribunaux n'hésiteront pas à admettre la suspension du contrat de travail.

Mais en dehors de ces cas spéciaux il est impossible d'invoquer la notion de suspension, comme un moyen d'assurer la survie du contrat. Quand il n'y a pas excuse de force majeure le terme suspension ne signifie rien d'autre qu'interruption.

Or, il est bien certain qu'une interruption volontaire, et non justifiée par un obstacle sérieux, dans l'exécution d'un contrat de travail, doit entraîner la résiliation, si l'autre partie la réclame, et qu'elle peut même justifier en l'absence d'une demande en justice un refus de reprendre l'exécution du contrat. Il y a là un manquement qui justifie certainement une demande d'indemnité, ou le refus de réembaucher l'ouvrier lorsqu'il jugera bon de rede-mander du travail.

Dans les cas que la jurisprudence a eu à envisager, tantôt elle était saisie d'une demande du patron en paiement de dommages-intérêts pour rupture brusque du contrat de travail et cela dans les termes des articles 1184 et 1780 du Code Civil, et dans ce cas la demande en résiliation était incontestablement fondée. Tantôt elle se trouvait en présence d'un employé réclamant une indemnité pour refus de la part de son ancien patron de le reprendre à son service et dans ce cas elle décidait à bon droit que l'initiative de la rupture incombant à l'employé, il était mal fondé dans sa demande.

Cette simple distinction fondée sur l'existence d'un obstacle de force majeure permet sans doute de jeter quelque lumière sur les cas où la grève n'entraînera pas la rupture du contrat de travail.

Il est évident que dans l'immense majorité des cas les motifs provoquant la grève ne peuvent être assimilés à un cas de force majeure empêchant la continuation du travail. C'est librement, dans un but économique ou politique qu'elle est déclanchée. Il est alors impossible d'invoquer la suspension.

Parfois au contraire, c'est contre son gré qu'un ouvrier s'est trouvé dans l'obligation de cesser le travail. Il a pu y être contraint par des menaces, par l'arrêt général de la marche de l'entreprise. Dans ce cas nous rentrons dans le domaine ordinaire de la suspension des contrats.

Ainsi l'application de la théorie jurisprudentielle de la suspension à la matière de la grève aboutit à la confirmation pure et simple de la doctrine de la Cour de Cassation. Il n'y a là d'ailleurs rien qui puisse étonner. En effet la théorie de la suspension est fondée, comme nous l'avons vu, sur les notions de cause, de résolution des contrats, de risque et de force majeure. Or, ce sont ces mêmes notions que la Cour Suprême tend à appliquer en matière de grève en assimilant ces ruptures collectives des contrats de travail aux situations de droit commun. Il est donc naturel que dans des hypothèses diverses, l'interprétation à différents points de vue, par la jurisprudence, des mêmes règles juridiques, aboutisse à des résultats concordants.

L'introduction de la théorie de la suspension dans la matière de la grève, n'aura donc permis que d'éclairer

la solution des tribunaux et de dissiper les objections qu'on lui avait faites en se fondant sur une interprétation trop large de la notion de suspension et des effets qui pouvaient en découler.

Notre étude sur ce point ne peut donc nullement avoir la prétention d'apporter une solution à un problème très complexe qui met aux prises le système individualiste du Code Civil et le caractère collectif que tend à prendre le contrat de travail ; problème qui ne pourra sans doute être résolu définitivement que par le législateur. Notre seule ambition est d'avoir peut être apporté quelque lumière sur sa position actuelle.

APPENDICE

LA NOTION DE SUSPENSION DANS LE DROIT ALLEMAND

Il nous a paru intéressant de rechercher de quelle manière le problème que nous avons examiné : le choc de l'idée de résolution des contrats et de celle d'un obstacle temporaire dans leur exécution, avait pu être résolu par un système juridique plus récent et plus perfectionné que le nôtre, le droit allemand. Son nouveau Code Civil s'est-il montré, sur ce point, plus complet que le nôtre ? A défaut de texte précis, la jurisprudence germanique a-t-elle adopté des solutions analogues à la jurisprudence française ? Telles sont les questions que nous avons voulu brièvement examiner.

a) LE CODE CIVIL ALLEMAND

Le Code Civil allemand de 1896 a accordé une place beaucoup plus large que le Code Napoléon à la question de l'inexécution des contrats et aux diverses conséquences qui peuvent en découler. Il prévoit sur ces points une série de règles précises qui n'ont pas exigé comme notre article 1184 tout un travail d'élaboration de la jurisprudence. Examinons ses solutions :

R. Sarraute, *De la suspension dans l'exécution des contrats*, thèse.

Au cas d'inexécution des clauses d'un contrat par l'une des parties, l'autre partie a le choix entre plusieurs voies différentes :

1° Elle peut simplement invoquer le principe de l'exception *non adempti contractus* et refuser à son tour d'exécuter (art. 273).

2° Elle peut mettre son débiteur en demeure d'exécuter en lui faisant une sommation, à moins qu'il y ait eu un terme d'exécution contractuellement fixé ; dans ce cas s'applique l'adage : *dies interpellat pro homine* (art. 284). Le débiteur supporte dès lors les intérêts moratoires (art. 288) et les risques (art. 287).

3° Elle peut fixer un délai d'exécution au débiteur, passé lequel délai, renonçant à l'exécution du contrat elle demande la résolution avec dommages-intérêts (art. 326).

Toutefois, lorsque le débiteur n'a pas pu exécuter à la suite d'un fait qui ne lui est pas imputable (cas fortuit, force majeure), il se trouve, selon les dispositions de l'article 275, libéré de ses obligations. Voyons les conséquences de ce principe :

1° Lorsque l'inexécution est justifiée par un cas de force majeure, le débiteur ne peut être mis en demeure (art. 285). Il s'en suit que l'on ne peut lui réclamer l'exécution.

2° Toutefois le créancier peut réclamer la résolution du contrat mais, dans ce cas, le débiteur ne pourra être tenu à des dommages-intérêts (art. 327).

Au point de vue qui nous intéresse : le sort du contrat lorsqu'il n'a pu être exécuté à la suite d'un cas de force majeure temporaire, le système perfectionné du Code

Civil allemand aboutit à un résultat tout à fait analogue à celui obtenu par le jeu des articles 1148 et 1184 du Code Napoléon. Dans les deux cas, la force majeure, l'absence de faute de la part du débiteur, ne sont pas un obstacle à la résolution du contrat. La seule conséquence qu'elles entraînent, c'est de dispenser le débiteur d'une condamnation à des dommages-intérêts. Dans aucun des deux Codes, l'éventualité d'un obstacle de force majeure d'une durée limitée n'est prévue ; tous deux laissent à la jurisprudence le soin d'élaborer une théorie qui réglera ces cas particuliers (1).

b) LA JURISPRUDENCE

Il semble bien que la jurisprudence allemande n'a pas manifesté la même tendance que la jurisprudence française à essayer d'atténuer les effets trop rigoureux de la résolution automatique des contrats pour inexécution, même en l'absence de faute du débiteur, et à tenter de

(1) Nous pouvons noter qu'avec un système légèrement différent du système allemand, le Code fédéral suisse des obligations aboutit au même résultat :

En cas d'inexécution d'un des contractants, son co-contractant n'a qu'une voie qui lui soit ouverte : la mise en demeure, qui est ici possible même en l'absence de faute du débiteur (art. 102). Mais, dans ce cas, la mise en demeure n'engage pas la responsabilité du débiteur (art. 103).

Après la fixation d'un délai, le créancier a le droit d'exiger l'exécution (art. 107), ce qui est évidemment impossible s'il y a excuse de force majeure, ou de renoncer à cette exécution et de demander la résolution avec dommages-intérêts (art. 109). Toutefois, si le débiteur prouve qu'aucune faute ne lui est imputable, il n'est pas tenu des dommages-intérêts.

En droit suisse comme en droit allemand, l'absence de faute n'empêche point la résolution et l'éventualité d'un cas de force majeure temporaire n'est pas prévue.

maintenir la vie du contrat lorsque l'inexécution forcée n'est que temporaire.

La jurisprudence allemande semble avoir reculé devant la nécessité de rechercher si le retard apporté par l'obstacle de force majeure dans l'exécution du contrat est ou non contraire à l'intention des parties. A défaut d'une expression de volonté très nette, elle considère qu'un retard même momentané, doit entraîner la rupture totale du contrat et cela même au cas où les prestations pourraient être reprises avant l'expiration d'une période d'exécution contractuellement fixée.

Nous pouvons citer dans ce sens quelques arrêts récents de la Cour Suprême allemande.

Louage d'immeuble

Un arrêt du 20 février 1917 du Zivilsenat (Entscheidungen des Reichsgerichts, tome 89, page 205) s'est prononcé dans l'affaire suivante : Le demandeur avait loué une salle de danse pour une période de cinq ans à partir de 1914. Les autorités ayant interdit l'usage de cette salle de danse à partir de l'ouverture des hostilités, le locataire demandait la résiliation de son contrat, les conditions du bail n'étant plus remplies.

La Cour fait remarquer dans son arrêt que l'obstacle à l'exécution peut n'être considéré que comme un empêchement temporaire, l'interdiction d'exploiter la salle de danse pouvant être levée avant l'expiration du bail.

Mais elle ajoute qu'en droit un obstacle momentané peut être considéré comme définitif et qu'il y a lieu d'examiner ce que les parties ont pu escompter de bonne foi

de rechercher si elles ont pu admettre que l'interdiction prendrait fin et que la situation économique permettrait avant la fin du contrat la reprise de l'exploitation de la salle de danse. Et répondant par la négative la Cour a résilié le contrat.

Remarquons d'ailleurs qu'à l'appui de cette décision, elle citait un autre arrêt admettant que l'incendie d'un immeuble constitue un obstacle définitif à l'exécution des contrats de louage, même si l'immeuble est reconstruit avant l'expiration des baux.

La solution que nous avons rapportée est nettement contraire à celle de la jurisprudence française. Il y avait là en effet un obstacle de force majeure d'une durée temporaire et se terminant avant l'expiration du terme fixé par les parties. C'était un cas très net d'application de l'idée de suspension.

Contrat de travail

Un autre arrêt du Zivilsenat du 24 novembre 1922 (Entscheidungen des Reichsgerichts, tome 105, page 388) s'est prononcé dans une hypothèse de louage de service à durée déterminée. L'employé ayant été mobilisé demandait des dommages-intérêts à son patron qui avait refusé de le reprendre à son service après sa libération.

La Cour d'Appel lui avait donné raison en déclarant que son retour étant antérieur à l'expiration de la durée prévue au contrat, l'obstacle n'avait été que temporaire et le contrat n'avait pas été rompu.

La Cour Suprême n'admet pas cette interprétation. Elle déclare que quoique en fait l'empêchement ait pu

n'être que temporaire il peut être assimilé à un empêchement définitif et être considéré comme s'étendant, par ses conséquences juridiques, à toute la durée du contrat de travail. En effet, dans l'intention des parties, une pareille interruption du contrat n'a pas pu être prévue. L'incertitude absolue sur la date du retour de l'employé mobilisé compromettrait trop gravement la convention des parties pour qu'elle puisse être maintenue.

Il est inutile de souligner à quel point cette solution est contraire à celle de nos Tribunaux qui, pendant la grande guerre, ont admis la survie des contrats de travail, même à durée indéterminée.

Livraison de Marchandises

Citons enfin un arrêt du Zivilsenat en date du 12 novembre 1923 (Entscheidungen des Reichsgerichts, tome 107, page 158).

Un industriel s'étant engagé en décembre 1919 à faire une fourniture de vis, invoquait pour justifier son inexécution l'impossibilité où il se serait trouvé de se procurer les matières premières nécessaires à leur fabrication, et cela à la suite de la grave crise économique qui sévissait alors en Allemagne.

La Cour confirma les arrêts antérieurs rejetant la demande en déclarant que l'obstacle invoqué n'était pas invincible. Toutefois elle examina la question suivante qui nous intéresse spécialement :

« L'absence sur le marché de marchandises n'est, en règle générale, que temporaire et il semble bien en avoir été ainsi en l'espèce.

« La question peut donc se poser de savoir si une impossibilité d'exécuter temporaire peut, en général et en tout état de cause, être assimilée à une impossibilité absolue ; ou si au contraire la possibilité d'une reprise de la livraison doit faire écarter cette excuse. » (La question de la suspension est nettement posée).

La Cour constate alors, en invoquant les principes que : « Le commerce n'est pas fondé sur des prestations non délimitées dans le temps. En règle générale, l'acheteur ne commande que lorsque la marchandise lui est nécessaire et il se la procure autrement quand il ne peut l'obtenir immédiatement, le vendeur ne peut pas s'engager pour une durée indéterminée...

« C'est pourquoi une impossibilité de livrer, telle que celle examinée en l'espèce, doit être considérée comme définitive même si elle n'est que temporaire de sa nature. A moins toutefois que les parties n'aient manifesté nettement une intention contraire dans leurs conventions.

Ainsi dans toutes les décisions relatives à des prohibitions militaires ou administratives il a toujours été admis que de telles impossibilités temporaires d'exécuter devaient être assimilées à des obstacles définitifs, quand la volonté de continuer le contrat ne pouvait être supposée chez les contractants ».

Il est bien certain que cette jurisprudence s'écarte nettement de la jurisprudence française. Elle admet en effet *a priori* que la suspension du contrat doit être supposée contraire à l'intention des parties ; il y a là, d'après elle, une véritable présomption. Elle n'admet la continuation du contrat qu'à la condition d'être en présence d'une

expression de volonté très nette des parties contractantes. Et en pratique il est évident qu'une pareille sévérité empêchera toute application de la notion de suspension.

Il nous semble que la jurisprudence française est entrée dans une voie plus hardie et plus féconde. Elle ne craint pas de rechercher dans chaque cas particulier si un retard dans l'exécution des prestations prévues va à l'encontre de la volonté des parties. Sans idée préconçue et sans exiger une manifestation formelle de l'intention des contractants, elle apprécie en équité. Ainsi elle a réussi à construire la théorie de la suspension ; elle a su éviter les inconvénients d'une résolution automatique dans tous les cas d'inexécution, même temporaire, d'un contrat.

BIBLIOGRAPHIE

- CAPITANT. — *De la cause des obligations* (3^e édition).
- CASSIN. — *De l'exception tirée de l'inexécution dans les rapports synallagmatiques*. (Thèse Paris, 1914).
- LEBATTUT Louis. — *Le délai de grâce*. (Thèse Paris, 1927).
- LEBRET Jean. — *Suspension et résolution des contrats*. (Revue critique de Législation et de Jurisprudence, 1924).
- PETIT. — *De la force majeure en matière d'effets de commerce*. (Thèse Paris, 1920).
- RADOUANT Jean. — *Du cas fortuit et de la force majeure*. (Thèse Paris, 1920).

RÉFÉRENCES DE JURISPRUDENCE

- Rennes, 2 mai 1871, *D. P.*, 72-2-111. — Rouen, 5 juin 1871, *D. P.*, 71-2-178. — Rouen, 26 juin 1871, *D. P.*, 71-2-177. — Bordeaux, 17 mai 1870, *D. P.*, 70-2-206. — Req., 13 février 1872, *D. P.*, 72-1-287. — Req., 7 mai 1872, *D. P.*, 72-1-456. — Lyon, 4 janvier 1870, *D. P.*, 72-2-255 (note anonyme). — Req., 14 mai 1872, *D. P.*, 72-1-79. — Req., 19 nov. 1872, *D. P.*, 73-1-215. — Cons. d'Etat, 15 novembre 1892, *D. P.*, 94-3-49. — Cons. d'Etat, 21 juillet 1872, *D. P.*, 72. — Cons. d'Etat, 8 mai 1874. — Civ., 15 février 1888, *D. P.*, 88-1-203. — Req., 28 juillet 1897, *D. P.*, 98-1-16. — Civ., 7 juin 1905, *D. P.*, 1908-1-74. — Caen, 23 février 1915, *D. P.*, 1916-2-22. — Comm. Seine, 15 juin 1915. — Nîmes, 4 janvier 1918, *G. T.*, 1918-2-313. — Caen, 2 février 1913, *G. T.*, 1916-2-443. — Nancy, 20 juin 1918, *G. P.*, 16-17-p. 735. — Seine, 2 mars 1915, *D. P.*, 1916-2-101. — Comm. Nancy, 6 décembre 1915, *D. P.*, 1916-2-101. — Seine, 21 avril 1915, *D. P.*, 1916-2-101. — Bordeaux, 10 janvier 1917, *G. P.*, 1916-17, p. 46. — Besançon, 30 mars 1917, *D. P.*, 1918-2-84. — Req., 9 décembre 1919, *G. P.*, 1920-1-87. — Req., 8 mai 1921, *G. P.*, 1921-1-643. — Req., 15 novembre 1921, *G. P.*, 1922-1-64. — Req., 24 octobre 1922, *D. P.*, 1924-1-8. — Req., 12 décembre 1922, *D. P.*, 1924-1-186. — Havre, 4 juin 1923, *Recueil de Jurisprudence du Havre*, 1923-1924, p. 206. — Seine, 23 décembre 1925, *G. P.*, 1-485.

Droit de Grève

BAYART. — *Caractère juridique de la grève* (Revue trimestrielle de Législation et de Jurisprudence, 1909).

BRY et PERREAU. — *Les lois du travail industriel* (6^e édition).

CAPITANT et CUCHE. — *Précis de législation industrielle* (2^e édition).

DE MORILLON. — *Le droit de grève et le contrat de travail*. (Thèse Dijon, 1905).

PIC. — *De la rupture ou de la suspension d'exécution du contrat de travail par l'effet des grèves ouvrières ou des lock-out patronaux*. (Revue trimestrielle de Droit civil, 1905).

NOTES SOUS ARRÊTS

Ambroise COLIN. — Note au *Dalloz. D. P.*, 1907-1-369.

LALOU. — Note au *Dalloz. D. P.*, 1910-1-65.

PLANIOL. — Note au *Dalloz. D. P.*, 1898-1-329 ; 1904-1-289.

LEVILLAIN. — Note au *Dalloz. D. P.*, 1885-2-1.

ROUAST. — Note au *Dalloz. D. P.*, 1928-1-33.

WAHL. — Note au *Sirey. S.* 1906-1-497.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président,

CAPITANT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

MAURELLET.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<i>Fondement juridique de la notion de suspension</i>	5
<i>Applications jurisprudentielles</i>	15
Guerre de 1870	16
Réactions en doctrine et en jurisprudence	19
De 1870 à 1914	23
Guerre de 1914	25
Contrats de travail des mobilisés	27
Jurisprudence de la Cour de Cassation	30
<i>Applications législatives</i>	37
<i>Clauses contractuelles</i>	41
<i>Les effets de la suspension</i>	45
a) Période d'arrêt dans l'exécution du contrat	51
Logements des familles des mobilisés	52
Droit de donner congé	53
Répétition de l'indu	55
b) Reprise de l'exécution du contrat	59
<i>Exercice du droit de suspension</i>	67
<i>Nature juridique de la suspension</i>	71
a) Suspension et délai de grâce	73
b) Suspension et <i>exceptio non adimpleti contractus</i> ..	76
c) Suspension et résolution	82
d) Suspension et théorie des risques	90
<i>Une application de l'idée de suspension : le droit de grève</i> ..	95
APPENDICE	
<i>La notion de suspension dans le droit allemand</i>	105
a) Le Code Civil allemand	105
b) La jurisprudence	107

Imprimerie des PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Paris-Amiens. — 2-29

